

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 705

22 septembre 1999

SOMMAIRE

Beausoleil Financière S.A., Luxembourg	page	33838
Brutin S.A.H., Luxembourg		33835
CB-Basis, Fonds Commun de Placement	33813,	33814
(The) CM Institutional Fund, Sicav, Strassen		33816
Cobelpin S.A., Luxembourg		33836
Euromarine S.A., Luxembourg	33794,	33795
Fiat Finance and Trade Ltd S.A., Luxembourg	33795,	33798
Gelateria Parmalat S.A., Luxembourg	33798,	33800
Harmony Fund, Sicav, Luxembourg		33838
Henderson Horizon Fund, Sicav, Senningerberg		33840
LaD 20-C, S.à r.l., Luxembourg		33832
LaD 20-D, S.à r.l., Luxembourg		33833
Mebro Corporation S.A.H., Luxembourg		33837
Melody S.A., Luxembourg		33836
NAF, North Atlantic Finance S.A.H., Luxembourg		33839
NFM Trading S.A., Bertrange		33838
Nortex International S.A.H., Luxembourg		33837
Oriflame Internationale S.A., Luxembourg	33800,	33802
Partapar S.A., Luxembourg		33837
Real International Holding S.A.		33835
Rembrandt S.A., Luxembourg		33802
Rode S.A., Luxembourg		33834
Santander International Fund, Sicav, Luxembourg		33839
Société du Domaine Agricole du Kissian S.A., Steinsel		33793
(The) Spanish Smaller Companies Fund, Sicaf, Luxembourg		33836
Strategic Managed Loan Portfolio		33815
Supergems Finance S.A., Luxembourg		33836
Supergems Holding S.A., Luxembourg		33835
UBS (Lux) Heisei Fund, Investment Fund		33803
Wolff International S.A., Luxembourg		33835
Zukunft A.G., Luxembourg		33839

SOCIÉTÉ DU DOMAINE AGRICOLE DU KISSIAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.
R. C. Luxembourg B 60.322.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 1999, vol. 525, fol. 62, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 1999.

G. de Ganay
Représentant de la société à Luxembourg

(33270/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

EUROMARINE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 39.405.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le neuf juin.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EUROMARINE S.A., R.C. B Numéro 39.405, établie et ayant son siège social à Luxembourg constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 décembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 281 du 27 juin 1992.

La séance est ouverte à onze heures trente sous la présidence de Madame Annie Swetenham, corporate manager, demeurant à Luxembourg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Anne-Marie Charlier, secrétaire, demeurant à Arlon (Belgique).

L'assemblée élit comme scrutatrice Mademoiselle Virginie Rodius, secrétaire, demeurant à Zoufftgen (France). Madame la Présidente expose ensuite:

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les deux cent cinquante (250) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs français (FRF) chacune constituant l'intégralité du capital social de deux cent cinquante mille (250.000,-) francs français (FRF) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. - Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Suppression de la valeur nominale des actions.

2. Conversion du capital social de francs français en euros au taux de change de 6,55957 francs français contre 1,- euro de sorte que le capital social est désormais fixé à 38.112,- euros, représenté par 250 actions sans désignation de valeur nominale.

3. Augmentation du capital social à concurrence de 61.888,- euros pour le porter de son montant actuel de 38.112,- euros à 100.000,- euros par la création et l'émission de 406 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

- Souscription des 406 actions nouvellement émises et libération intégrale moyennant un apport en nature consistant en une conversion partielle d'une créance d'un actionnaire envers la Société.

4. Décision de fixer la valeur nominale des actions à 1.000,- euros avec diminution correspondante du nombre d'actions.

5. Modification subséquente de l'article 3 des statuts de la Société.

6. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et reconnu qu'elle était régulièrement constituée a pris, après délibération, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de supprimer la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de convertir le capital social de francs français (FRF) en euros (EUR) au cours de 6,55957 FRF pour 1,- EUR, de sorte que le capital social se montera désormais à trente-huit mille cent douze (38.112,-) euros (EUR), représenté par deux cent cinquante (250) actions sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de soixante et un mille huit cent quatre-vingt-huit (61.888,-) euros (EUR) pour le porter de son montant actuel de trente-huit mille cent douze (38.112,-) euros (EUR) à cent mille (100.000,-) euros (EUR) par la création et l'émission de quatre cent six (406) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Les quatre cent six (406) actions nouvelles ainsi créées ont été intégralement souscrites par son actionnaire principal, la société PETRUSSE INVESTMENTS LIMITED, avec siège social à Monrovia, Liberia,

ici représenté par Madame Annie Swetenham, préqualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg en date du 7 juin 1999.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Les quatre cent six (406) nouvelles actions ont été émises en contrepartie d'un apport en nature à concurrence de soixante et un mille huit cent quatre-vingt-huit (61.888,-) euros (EUR) constitué par la conversion d'une partie de la créance que la société PETRUSSE INVESTMENTS LIMITED, préqualifiée, a sur la société EUROMARINE S.A.

La réalité de la souscription a été prouvée au notaire instrumentaire par des justificatifs.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi du 10 août 1915 modifiée, l'apport en nature ci-dessus décrit a fait l'objet d'un rapport établi le 7 juin 1999 par Monsieur Marco Ries, réviseur d'entreprises à Luxembourg, lequel rapport, après signature ne varietur par les parties et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

La valeur de la créance est constatée par ledit rapport et les conclusions sont les suivantes:

Conclusion:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contre-partie.»

Il résulte notamment dudit rapport que la créance est certaine, liquide et exigible et que rien ne s'oppose à la conversion d'un montant de 61.888,- euros provenant de cette dette en capital social de la Société.»

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de fixer la valeur nominale des actions à mille (1.000,-) euros (EUR) avec diminution correspondante du nombre des actions de six cent cinquante-six (656) à cent (100) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) euros (EUR) chacune.

Le Conseil d'Administration est chargé de procéder à la répartition des 100 actions précitées au prorata des participations respectives de tous les actionnaires.

Cinquième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'article 3 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à cent mille (100.000,-) euros (EUR), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) euros (EUR) chacune.»

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement la présente augmentation de capital est évaluée à deux millions quatre cent quatre-vingt-seize mille cinq cent cinquante-six (2.496.556,-) francs luxembourgeois.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à midi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, celles-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A. Swetenham, A-M. Charlier, V. Rodius, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juin 1999, vol. 117S, fol. 33, case 10. – Reçu 24.966 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 1999.

A. Schwachtgen.

(33141/230/99) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

EUROMARINE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 39.405.

Statuts coordonnés, suivant l'acte n° 597 du 9 juin 1999, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 1999.

A. Schwachtgen.

(33142/230/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

FIAT FINANCE AND TRADE LTD, Société Anonyme.

Registered office: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R. C. Luxembourg B 59.500.

In the year one thousand nine-hundred and ninety-nine, on the twenty-fifth day of June.

Before Us, Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg-Eich.

Has appeared:

Mr Jacques Loesch, avocat, residing at Luxembourg, acting as special attorney in fact of the Board of Directors of the limited liability company FIAT FINANCE AND TRADE LTD, having its registered office in L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare, R.C S Luxembourg B 59.500, incorporated on May 6th, 1985,

amended by a deed of the undersigned notary on June 18th, 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 384 of July 17th, 1997,

amended by a deed of the undersigned notary on October 9th, 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 635 of November 13th, 1997,

amended by a deed of the undersigned notary on December 31st, 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 237 of April 6th, 1999,

by virtue of the powers conferred upon him by a decision of the board of directors of the Company adopted on May 19th, 1999.

A copy of these decisions having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary shall remain attached to the present deed and be registered with the present deed.

The appearing person acting in its aforementioned capacity has requested the notary to record the following declarations and facts:

I. In its meeting held on May 19th, 1999, the board of directors resolved as follows

- to convert the company's capital presently expressed in United States Dollars (USD) to Euro by applying to that conversion an exchange rate of Euro 1.- = USD 1.162791 resulting in an amount of Euro 43,000.
- to convert the company's authorised capital presently being 60,000,000 United States dollars (USD) to Euro by applying to that conversion an exchange rate of Euro 1.- USD 1.162791 resulting in an amount of Euro 51,600,000.
- to amend article 5 (1) and (2) of the company's articles so as to reflect the above conversion and capital increase.

Consequently article 5 (1) (2) will be worded as follows:

«(1) The registered capital of the company is set at forty-three thousand Euro (EUR 43,000.-) represented by five hundred (500) shares without nominal value.

(2) The authorized capital of the company is set at fifty-one million six hundred thousand Euro (EUR 51,600,000.-) represented by six hundred thousand (600,000) shares without nominal value.»

II. In its meeting held on May 19th, 1999, the board of directors also resolved as follows:

1. - to increase the registered capital of the company by an amount of Euro 31,957,000.- so as to raise it from its present amount of Euro 43,000.to Euro 32,000,000.- by issuing 1,500 new shares without nominal value.
2. - to accept the subscription for these 1,500 additional shares by FIAT GEVA S.p.a. with its registered office at Turin, Italy, to exclude any other shareholder of the company from the present subscription, to issue 1,500 additional shares without nominal value, at par, without any issue premium, all such new shares having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividend as from 1st January, 1999 on and to accept full payment for each such new share by a payment in cash.
3. - that these new shares be and they hereby are allotted to the said FIAT GEVA S.p.a.
4. - to acknowledge that as a consequence of the increase of the registered capital so resolved, article 5 (1) of the company's article will from now on read as follows:

«**Art. 5.** (1) The registered capital of the company is set at thirty-two million Euro (EUR 32,000,000.-) represented by two thousand (2,000) shares without nominal value.»

III. Article 5, paragraphs 3, 4, and 5 of the Articles of Incorporation of the Company read as follows:

«The board of directors is granted full power and authority to increase the company's capital within the limits of the authorized capital.

The board is more in particular empowered and authorized to:

- increase the capital in one or several times;
- set the terms and conditions of the new shares to be so issued, including the issue price and any additional premium;
- set the time and other conditions of payment;
- provide that the newly issued shares be paid-up in cash or in specie or by conversion of claims, reserves, including the legal reserve and the shares premium reserve, or profit carried forward or in any other manner;
- limit or abolish the preferential subscription right of existing shareholders in case of issue of new shares for cash.

This authorization is valid for a period of five years from the date of publication of the minutes of the general meeting of December 31st, 1998 and it may be renewed by a general meeting of shareholders for those shares of the authorized capital which up to then will not have been issued by the board of directors.

Following each increase of the company's capital realized and duly stated in the form provided by law, the first paragraph of article 5 of the company's articles will be amended so as to reflect the capital increase; such amendment will be recorded in authentic form by the board of directors or by any person duly authorized and empowered by the board of directors to that effect.»

IV. Proof has been given to the undersigned notary that the Company has received an amount of EUR 31,957,000.- as subscription moneys for the duly subscribed new shares.

Valuation - Expenses

Valuation

For the registration purposes, the present increase of capital of 31,957,000.- EUR is valued at 1.289.142.184,3 LUF (rate of exchange 1.1.1999: 1.- EUR = 40.3399 LUF)

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the company as a result of the present deed are estimated at 13,120,000.- LUF.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above named person the present deed is worded in English followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English will be prevailing.

In faith of which, We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by name, civil status and residence, the said appearing person has signed the present original deed together with Us, the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-cinq juin.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

A comparu:

Monsieur Jacques Loesch, avocat, demeurant à Luxembourg, agissant en qualité de mandataire spécial du Conseil d'Administration de la société anonyme FIAT FIANCE AND TRADE LTD, ayant son siège social à L-1616 Luxembourg, 6, place de la Gare, R.C.S. Luxembourg B 59.500 constituée le 6 mai 1985,

modifiée suivant acte du notaire instrumentant du 18 juin 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 384 du 17 juillet 1997,

modifiée suivant acte du notaire instrumentant du 9 octobre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 635 du 13 novembre 1997,

modifiée suivant acte du notaire instrumentant du 31 décembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 237 du 6 avril 1999,

en vertu des pouvoirs lui conférés par les décisions du conseil d'administration de la Société adoptées le 19 mai 1999. Une copie des décisions, paraphée ne varietur par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée à l'original du présent acte pour être soumis avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant, agissant en sa qualité mentionnée ci-dessus, a prié le notaire d'acter les déclarations et faits suivants:

I. Il résulte d'une réunion du conseil d'administration en date du 19 mai 1999 de:

- convertir le capital social de la société exprimé actuellement en dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD) en Euro en appliquant le taux de conversion 1 Euro = 1,162791 USD représentant un montant de Euro 43.000.

- convertir le capital autorisé de la société actuellement de 60.000.000,- dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD) en Euro en appliquant le taux de conversion 1 Euro 1,162791 USD représentant un montant de Euro 51.600.000,

- modifier l'article 5 (1) et (2) des statuts de la société afin de refléter ladite conversion et augmentation de capital.

En conséquence l'article 5 (1) (2) aura désormais la teneur suivante:

«(1) Le capital souscrit de la société est fixé à quarante-trois mille Euro (EUR 43.000,-) représenté par cinq cents (500) actions sans valeur nominale.

(2) Le capital autorisé de la société est fixé à cinquante et un million six cent mille Euro (51.600.000,-) représenté par six cent mille (600.000,-) actions sans valeur nominale.»

II. Il résulte également de cette réunion du conseil d'administration en date du 19 mai 1999:

1. - d'augmenter le capital social de la société d'un montant de Euro 31.957.000,- pour le porter de son montant actuel de Euro 43.000,- à Euro 32.000.000,- par l'émission de 1.500 nouvelles actions sans valeur nominale.

2. - d'accepter la souscription de ces 1.500 nouvelles actions par FIAT GEVA S.p.a., avec siège social à Turin, Italie, en excluant le droit de souscription préférentielle des actionnaires existants de la société à l'occasion de la souscription des actions nouvelles, d'émettre 1.500 nouvelles actions sans valeur nominale, au pair, sans prime d'émission, toutes ces nouvelles actions ont les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et avec un droit au dividende à partir du 1^{er} janvier 1999, et accepter le paiement intégral en espèce pour chacune de ces nouvelles actions.

3. - d'attribuer ces nouvelles actions à FIAT GEVA S.p.a., prénommée,

4. - de reconnaître qu'en conséquence de l'augmentation du capital social, l'article 5 (1) des statuts de la société aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** (1) Le capital souscrit de la société est fixé à trente-deux millions d'Euro (EUR 32.000.000,-), représenté par deux mille (2.000) actions sans valeur nominale.»

III. Les alinéas 3, 4, et 5 de l'article 5 des Statuts de la Société ont la teneur suivante:

«Plein pouvoir et autorité sont conférés au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital de la société dans les limites du capital autorisé.

Le conseil d'administration est plus particulièrement autorisé et habilité à:

- augmenter le capital en une ou plusieurs fois;

- fixer les clauses et conditions pour les nouvelles actions à émettre, y inclus le prix d'émission et toute prime supplémentaire;

- fixer les date et autres conditions de paiement;

- prévoir que les actions nouvellement émises sont à libérer en espèces ou en nature ou par conversion de créances, réserves, y compris la réserve légale et les primes d'émissions, ou le bénéfice reporté ou de toute autre manière,

- limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle des actionnaires existants en cas d'émission d'actions nouvelles à libérer en espèces.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale du 31 décembre 1998 et elle peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires pour les actions du capital autorisé qui à ce moment là n'auront pas encore été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital de la société réalisée et dûment actée dans la forme prévue par la loi, le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la société sera modifié de façon à refléter l'augmentation du capital souscrit; une telle modification sera actée en forme authentique par le conseil d'administration ou par toute personne dûment autorisée par le conseil d'administration à cet effet.»

IV. La preuve que la Société a reçu 31.957.000,- EUR en souscription des actions nouvelles et des souscriptions aux actions nouvellement émises a été apportée au notaire soussigné.

Evaluation - Dépenses

Pour la perception des droits d'enregistrement les parties déclarent évaluer le capital de 31.957.000,- EUR à 1.289.142.184,3 LUF (cours officiel du 1.1.1999: 1,- EUR = 40,3399 LUF).

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à environ 13.120.000,- LUF.

Le notaire soussigné, connaissant la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française, étant entendu que, à la requête du comparant, la version anglaise primera en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français.

En foi de quoi Nous, notaire instrumentant, avons signé le présent acte à la date donnée en entête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Loesch, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 1999, vol. 117S, fol. 65, case 11. – Reçu 12.891.422 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 9 juillet 1999.

P. Decker.

(33146/206/162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

FIAT FINANCE AND TRADE LTD, Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R. C. Luxembourg B 59.500.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 1999.

Pour la société

P. Decker

(33147/206/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

GELATERIA PARMALAT S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R. C. Luxembourg B 66.692.

In the year one thousand nine hundred and ninety nine, on the twenty-fourth of June.

Before Us, Maître Paul Decker, notary, residing in Luxembourg -Eich.

Was held the Extraordinary General Meeting of the shareholders of the public liability company GELATERIA PARMALAT S.A. a «société anonyme» under Luxembourg law having its registered office in L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare,

incorporated pursuant to a deed of the notary Paul Decker residing in Luxembourg-Eich on October 12, 1998, published in the Recueil Spécial du Mémorial C, Number 921 of December 21, 1998, filed in the register of commerce at Luxembourg (R.C.S. B 66.692).

The meeting was opened at 14.30 and was presided by M. Claude Stiennon, directeur général, residing in Luxembourg, 59, rue de Glacis.

The Chairman appointed as secretary M. Jean-François Mirarchi, directeur général, residing in F-54400 Longwy.

The meeting elected as scrutineer Ms. Valérie Coquille, employee, residing in F-Cattenom.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

1. - Conversion of the corporate capital of 1,250,000.- LUF into 30,986.69 EUR (rate of exchange 1.1.1999: 1.- Euro = 40.3399 LUF), with retroactive effect to January 1st, 1999.

2. - Increase of the capital up to 85,000.- EUR by a contribution in cash of an amount of 54,013.31 EUR and increase of the par value of the shares to 68.- EUR.

3. - Modification of Article 5 of the Articles of Incorporation, so as to read as follows:

«**Art. 5.** The corporate capital of the Company is fixed at eighty-five thousand euros (85,000.- EUR), represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of sixty-eight euros (68.- EUR) each, paid up in full.»

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed by the shareholders present and by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled ne varietur by the shareholders present, by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III) The attendance list shows that the whole capital of de Company is present or represented at the present extraordinary general meeting.

IV) The chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda. The shareholders present or represented acknowledge and confirm the statements made by the chairman.

The chairman then submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were all adopted by unanimous vote.

First resolution.

The General Meeting resolves to convert the corporate capital of 1,250,000.- LUF into 30,986.69 EUR (rate of exchange 1.1.1999: 1.- Euro = 40.3 399 LUF), with retroactive effect to January 1st, 1999.

Second resolution

The General Meeting resolves to increase the corporate capital by an amount of 54,013.31 EUR so as to raise it from 30,986.69 EUR up to 85,000. -EUR by increasing the par value of the shares up to 68.- EUR each.

Payment.

The increase of capital has been fully paid up by contribution in cash of an amount of 54,013.31 EUR by the shareholders prorata the shares they owned, as it has been evidenced to the undersigned notary.

Third resolution

The general meeting resolves to amend Article 5 first paragraph of the Articles of Incorporation, so as to read as follows:

«**Art. 5.** The corporate capital of the Company is fixed at eighty-five thousand euros (85,000.- EUR), represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of sixty-eight euros (68.- EUR) each, paid up in full.»

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned at 14.45.

Valuation

For the registrations purposes, the present increase of capital of 54,013.31 EUR is valued at 2,178,891.52 LUF (rate of exchange 1.1.1999 :1.- EUR = 40.3399 LUF).

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at 60,000.- LUF.

Whereover the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document, followed by a translation in French. In case of divergences between the two texts the english version shall prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of them known to the notary by their names, Christian names, civil status and domiciles, the members of the bureau, signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-quatre juin.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme GELATERIA PARMALAT S.A. une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare, constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Decker de résidence à Luxembourg-Eich le 12 octobre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 921 du 21 décembre 1999, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 66 692.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Claude Stiennon, directeur général, demeurant à Luxembourg, 59, rue de Glacis.

Le président nomme secrétaire Monsieur Jean-François Mirarchi, directeur général, demeurant à F-54400 Longwy.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Valérie Coquille, employée, demeurant à F-Cattenom.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. - Conversion du capital social de 1.250.000.- LUF en 30.986,69 EUR (cours de conversion 1.1.1999: 1,- Euro = 40,3399 LUF), avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1999.

2. - Augmentation du capital social à 85.000.- EUR par versement en espèces d'un montant de 54.013,31 EUR, moyennant augmentation de la valeur nominale des actions à 68.- EUR.

3. - Modification afférente de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-cinq mille euros (85.000.- EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de soixante-huit euros (68.- EUR), chacune entièrement libérées.»

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présences que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le président constate que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Le président soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui ont été toutes prises à l'unanimité des voix.

Première résolution

L'assemblée décide de convertir le capital social de 1.250.000.- LUF en 30.986,69 EUR (cours de conversion 1.1.1999: 1,- Euro = 40,3399 LUF), avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1999

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de 54.013,31 EUR pour le porter de 30.986,69 EUR à 85.000,- EUR en augmentant la valeur nominale des actions à 68,- EUR chacune.

Libération

La libération a eu lieu immédiatement moyennant versements en espèces par les actionnaires au prorata des actions qu'ils détiennent, de sorte que la somme de 54.013,31 EUR se trouve dès maintenant à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Troisième résolution

Suite aux résolutions précédentes, l'article 5 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-cinq mille euros (85.000,- EUR), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de soixante-huit euros (68,- EUR), chacune entièrement libérées.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 14.45 heures.

Evaluation

Pour la perception des droits d'enregistrement les parties déclarent évaluer la présente augmentation de capital de 54.013,31 EUR à 2.178.891,52 LUF (cours officiel du 1.1.1999: 1,- EUR = 40,3399 LUF).

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ 60.000,- LUF.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes, avec la traduction en langue française qui suit. En cas de divergences d'interprétation entre les deux textes, la version anglaise prévaudra.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Stiennon, J.-F. Mirarchi, V. Coquille, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 1999, vol. 117S, fol. 61, case 10. – Reçu 212.789 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 8 juillet 1999.

P. Decker.

(33158/206/139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

GELATERIA PARMALAT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R. C. Luxembourg B 66.692.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 1999.

Pour la société

P. Decker

(33159/206/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

ORIFLAME INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 8.835.

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the first of July.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Has appeared:

Mr Daniel Feller, fondé de pouvoirs principal, residing at B-Arlon, acting in the name of ORIFLAME INTERNATIONAL S.A. a holding company with its registered office in Luxembourg, pursuant to the decision of the board of directors dated of the 28th of June 1999, whereof an except of the minute of the meeting is annexed to this deed.

The appearing person declared and required the notary to act that:

1. - The company ORIFLAME INTERNATIONALE S.A. was incorporated by a deed of Maître Georges Altwies, with further residence at Dudelange, on the 22th of January 1970,

published in the Mémorial C number 81 on the 16th of May 1970, and whose Articles of Incorporation have been amended several times and for the last time on the 9th of December 1997, by a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C number 202 on the first of April 1998.

2. - According to article 5 of the Articles of Incorporation, amended by a deed of the undersigned notary on the 7th of September 1994,

published in the Mémorial C number 516 on the 10th of December 1994, the authorized capital of the company is fixed at sixty-four million Great Britain Pounds (GBP 64,000,000.-) and all powers have been granted to the board of directors to render effective such authorized capital as a whole at once, by successive portions, or by continuous issues.

3. - By a deed of the undersigned notary on the 9th of December 1997, published in the Mémorial C number 202 on first of April 1998, the capital has been increased up to twenty-five million one hundred and forty-one thousand six hundred and ninety Great Britain Pounds and seventy-five pence (GBP 25,141,690.75), represented by one hundred million five hundred and sixty-six thousand seven hundred and sixty-three (100,566,763) shares of no par value.

Pursuant to the decision of the board of directors taken in its meeting dated on the 28th of June 1999, one hundred nine thousand and seven hundred (109,700) new shares have been issued.

The company declares that these new shares have been fully paid up, the issue price being twenty-five pence (GBP 0.25) per share.

Proof was given to the undersigned notary that the amount of twenty-seven thousand four hundred and twenty-five Great Britain Pounds (GBP 27,425.-) has been paid up in cash and made available to the corporation what is expressly certified by the undersigned notary.

As a consequence of such increase of capital, the first paragraph of article 5 of the Articles of Incorporation is amended as follows:

«**Art. 5. first paragraph.** The share capital is fixed at twenty-five million one hundred and sixty-nine thousand one hundred and fifteen Great Britain Pounds and seventy-five pence (GBP 25,169,115.75), represented by one million six hundred and seventy-six thousand four hundred and sixty-three (100,676,463) shares of no par value.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, concerning this increase of capital are estimated at approximately fifty thousand Luxembourg francs (LUF 50,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le premier juillet.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Daniel Feller, fondé de pouvoir principal, demeurant à B-Arlon, agissant au nom de ORIFLAME INTERNATIONAL S.A., une société anonyme holding avec siège social à Luxembourg, conformément à une décision du Conseil d'Administration datée du 28 juin 1999, dont un extrait du procès-verbal de la réunion est annexé au présent acte.

Le comparant a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. - La société ORIFLAME INTERNATIONAL S.A. a été constituée suivant acte reçu par Maître Georges Altwies, alors notaire de résidence à Dudelange, en date du 22 janvier 1970,

publié au Mémorial C numéro 81 du 16 mai 1970, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 décembre 1997, publié au Mémorial C numéro 202 du 1^{er} avril 1998.

2. - Conformément à l'article 5 des statuts, modifiés par acte du notaire soussigné en date du 07 septembre 1994, publié au Mémorial C numéro 516 du 10 décembre 1994,

le capital autorisé de la société est fixé à soixante-quatre millions Livres Sterling (GBP 64.000.000,-) et tous les pouvoirs ont été accordés au Conseil d'Administration pour réaliser ce capital autorisé en une ou plusieurs tranches.

3. - Suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 décembre 1997,

publié au Mémorial C numéro 202 du 1^{er} avril 1998, le capital social a été augmenté à vingt-cinq millions cent quarante et un mille neuf cent quatre-vingt-dix Livres Sterling et soixante-quinze pence (GBP 25.141.690,75,-), représenté par cent millions cinq cent soixante-six mille sept cent soixante-trois (100.566.763) actions, sans désignation de valeur nominale.

Conformément à une décision du Conseil d'Administration prise dans sa séance du 28 juin 1999, cent neuf mille sept cents (109.700) actions nouvelles ont été émises.

La société déclare que ces nouvelles actions ont été entièrement libérées, le prix d'émission étant de vingt-cinq pence (GBP 0,25) par action.

Il en a été justifié au notaire soussigné que la somme de vingt-sept mille quatre cent vingt-cinq Livres Sterling (GBP 27.425,-) a été versée en numéraire et mise à la disposition de la société, ce que le notaire soussigné certifie expressément.

Suite à cette augmentation de capital, le premier paragraphe de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

«**Art. 5. Premier paragraphe.** Le capital social est fixé à vingt-cinq millions cent soixante-neuf mille cent quinze Livres Sterling et soixante-quinze pence (GBP 25.169.115,75), représenté par cent millions six cent soixante-seize mille quatre cent soixante-trois (100.676.463) actions, sans désignation de valeur nominale.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, relatifs à la présente augmentation de capital est estimé approximativement à cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 50.000,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. Feller, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 juillet 1999, vol. 852, fol. 6, case 10. – Reçu 16.866 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 juillet 1999.

F. Kessler.

(33233/219/104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

ORIFLAME INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 8.835.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 1^{er} juillet 1999, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 1^{er} juillet 1999.

(33234/219/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

REMBRANDT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 12, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 61.330.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 1999, vol. 525, fol. 65, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 1999.

(33254/065/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

REMBRANDT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 12, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 61.330.

Extraits des résolutions prises dans le cadre de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue de façon extraordinaire en date du 11 mai 1999

Sixième résolution

L'Assemblée décide de confirmer le mandat pour la période expirant à l'Assemblée générale statuant sur l'exercice 1998 aux administrateurs et au commissaire aux comptes suivants:

Conseil d'administration:

M Mario Iacopini, employé privé, demeurant à Luxembourg;

M. Alessandro Jelmoni, employé privé, demeurant à Luxembourg;

M. Philippe Pasquasy, juriste, demeurant à Luxembourg.

M. Virgilio Ranalli, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Commissaire aux Comptes:

HRT REVISION, S.à r.l., 32, rue J.-P. Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 1999.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 1999, vol. 525, fol. 65, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33255/065/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

UBS (LUX) HEISEI FUND, Investment Fund.

MANAGEMENT REGULATIONS

The Management Company UBS HEISEI FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (hereinafter referred to as «the Management Company») is a limited company with its head office in Luxembourg which manages the investment fund UBS (LUX) HEISEI FUND (hereinafter referred to as «the Fund») and issues units in the form of certificates (hereinafter referred to as «units») in accordance with these Regulations.

The Fund's assets are deposited in Luxembourg at UBS (LUXEMBOURG) S.A., a limited company under Luxembourg law (hereinafter referred to as «the Custodian Bank»).

The rights and obligations of the owners of the units (hereinafter referred to as «the unitholders»), of the Management Company and of the Custodian Bank are governed by these Regulations.

Ownership of a unit entails acceptance of the Regulations and of any amendments that may be made to them in the future.

Art. 1. The Fund and the subfunds

The Fund is an open-ended investment fund under Luxembourg law without legally independent status constituting a community of ownership of the unitholders in respect of all the Fund's securities and other assets. The Fund's assets, which are not limited in size, are kept separate from the assets of the Management Company. The Fund constitutes a single legal entity and is liable in its entirety for all the obligations of the subfunds, unless other terms have been specifically agreed upon with the creditors.

Investors can choose from a range of different subfunds grouped under one and the same fund and investing in securities in accordance with their own individual investment policies.

The Management Company decides on the individual subfunds. Within each subfund different series of units may be offered. The Management Company can at any time establish new subfunds and liquidate existing subfunds.

The investment policy of each subfund is established by the board of directors of the Management Company within the context of the overall investment objectives.

The net assets of each subfund and the net asset value of the units of each subfund are expressed in the currency determined by the Management Company.

Art. 2. Investment policy

The long-term objective is to achieve an overall return significantly higher than that on medium term (3-5 years) bonds denominated in JPY. A concurrent objective is to try not to allow the final net asset value of a unit to be below 95 % of the period's initial net asset value by the end of each one-year investment period. The protection mechanism is a systematic rebalancing strategy by shifting the assets between core and opportunity portfolio. However, under no circumstances may it be understood that the net asset value of a unit is guaranteed not to fall below 95 % of its initial net asset value during and at the end of any one-year investment period. In strong performing markets, the floor may be adjusted upwards during any one-year investment period. The unitholders can access information about the floor and floor adjustments with the distributor and at the Management Company's registered office.

In order to achieve the investment objective, the net assets of the subfunds are invested in securities and other assets in accordance with the principle of risk spreading, the investments generally comprising the following two components:

- a) Fixed-income investments in bonds, other short-term debt securities and money market instruments issued by prime borrowers in the subfund's reference currency (called the «Core Portfolio»).
- b) Internationally diversified portfolio, comprising equities, bonds denominated in currencies other than the reference currency and other equity related securities or other debt instruments, with a higher expected return, but also a higher level of risk than (a).

The risk portion (b) is increased or reduced depending on the performance of the portfolio (called the «Opportunity Portfolio»).

The subfunds may invest worldwide in equities, other equity securities (shares in cooperatives, participation certificates), dividend-right certificates, money market instruments, bonds, notes, similar fixed or variable interest bearing securities, convertible bonds, convertible notes, warrant issues and warrants on securities. The total net assets of the Fund may also be entirely held in liquidities and money market instruments if deemed appropriate under certain market conditions.

The following conditions also apply to the investments made by each subfund:

1. Risk diversification

1.1 Each subfund may not invest more than 10% of its net assets in securities and/or money market instruments which are not traded on an official stock exchange or on another regulated market. This restriction does not apply to money market instruments which are traded regularly or have a residual maturity of less than 12 months, with the proviso that the average residual maturity of such money market instruments which are not regularly traded may not exceed 120 days. Securities filed for listing shall count as securities listed on a stock exchange.

1.2 The Fund is not permitted to acquire more than 10 % of the securities and/or money market instruments issued by the same issuing body;

1.3 Each subfunds may not invest more than 10 % of its net assets in securities and/or money market instruments issued by the same issuing body;

1.4 The limits mentioned under 1.1, 1.2 and 1.3 do not apply to securities which are issued or guaranteed

- by an OECD-member state or its local authorities
- by public international bodies with EU, regional or world-wide scope.

If the limits mentioned under 1.1., 1.2. and 1.3. are exceeded unintentionally or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company's overriding priority when selling securities must be to redress the situation while, at the same time, taking into account the interests of the unitholders.

2. Investment restrictions

The Management Company is prohibited from:

2.1 acquiring securities for the Fund if the subsequent sale of these securities is subject to any restrictions arising from contractual agreements;

2.2 acquiring equities with voting rights that would enable the Management Company, possibly in conjunction with other funds that it manages, to exercise a significant influence on the operational management of the issuer concerned;

2.3 investing more than 5 % of the net assets of each subfund in units of other open-ended undertakings for collective investment.

These undertakings for collective investment must fulfil the stipulations of EC directive no. 85/611 issued on 20 December 1985 and must not be managed by the Management Company or by another company with which the Management Company is related through common management or ownership, or by a significant direct or indirect shareholding, unless these undertakings for collective investment are, according to their regulations or statutes, specialized in investments in specific geographical or economic sectors. No All-in-Fee may be levied on the portion of the Fund's net assets which is invested in other open-ended undertakings for collective investment of the UBS-Group.

2.4 selling securities short;

2.5 acquiring precious metals or precious metal certificates;

2.6 investing in real estate, and purchasing or selling commodities or commodities contracts;

2.7 borrowing on behalf of a particular subfund, unless:

– the borrowing is in the form of a back-to-back loan for the purchase of foreign currency;

– the loan is only temporary and does not exceed 10 % of the net assets of the subfund in question;

2.8 granting credits or acting as guarantor for third parties. This restriction does not apply to the purchase of securities that are not fully paid up;

2.9 pledging the Fund's assets or encumbering them in any other way, or using or assigning them as collateral. This restriction does not apply to margin/premium payments on option deals and other similar transactions made in conformity with established market practices.

The Management Company is authorized to introduce further investment restrictions at any time in the interests of the unitholders provided these are necessary to ensure compliance with the laws and regulations of those countries in which the Fund's units are offered and sold.

3. Derivatives and hedging techniques

Provided the conditions laid down in the sales prospectus are adhered to, the Management Company may

(i) use derivative techniques and instruments which have securities as their underlying assets, as long as these techniques and instruments are used in the interests of an orderly management of the assets of the subfunds concerned, and

(ii) use techniques and instruments to hedge equity market risks, interest rate risks and currency risks as part of the management of the assets of the subfunds concerned.

The Management Company is authorized to introduce further investment restrictions at any time in the interests of the unitholders provided these are necessary to ensure compliance with the laws and regulations of those countries in which the Fund's units are offered and sold.

Art. 3. The Management Company

The Management Company manages the Fund for the account of and exclusively in the interests of the unitholders.

The Management Company defines the individual subfunds which make up the Fund, determines their launch and, if it appears to be in the interests of the unitholders, their termination.

The Management Company has the broadest possible powers to execute all administrative and management tasks in its own name for the account of the unitholders. In particular, it is empowered to purchase, sell, subscribe to, swap and take delivery of securities and other assets and to exercise all rights which are directly or indirectly associated with the Fund's assets.

The Board of Directors of the Management Company may commission directors or agents or a committee, whose remuneration is exclusively the responsibility of the Management Company, to carry out the day-to-day administration of the Fund. Moreover, the Management Company is entitled to entrust a third party with the management of the Fund's portfolio.

Art. 4. The Custodian Bank

The Management Company appoints the Custodian Bank.

UBS (LUXEMBOURG) S.A. has been appointed as Custodian Bank.

The Custodian Bank or the Management Company may terminate their contractual agreement at any time by giving three months' notice in writing to the other party.

However, the Management Company may only terminate the Custodian Bank's contract if a new custodian bank takes over the functions and responsibilities of the Fund's Custodian Bank as set forth in these Regulations. Furthermore, after such termination the Custodian Bank must continue to carry out its functions until the assets of the Fund have been transferred to the new custodian bank.

In the event of the Custodian Bank giving notice, the Management Company must appoint a new custodian bank, which will take over the functions and responsibilities of the Custodian Bank in accordance with the Regulations. In this event, the Custodian Bank must continue to carry out its duties until the assets are transferred to the new custodian bank.

The Custodian Bank holds the net assets in safekeeping for the account of the Fund. With the Management Company's consent, the Custodian Bank can delegate the safekeeping of part or all of the assets to other banks, financial institutions and recognized clearing houses which fulfil the requirements laid down by the provisions of law.

The Custodian Bank performs all the customary banking duties relating to the Fund's accounts and securities as well as all routine administrative work in connection with the Fund's assets.

The Custodian Bank must also:

- a) ensure that the sale, redemption, conversion and cancellation of units effected for the Fund's account or by the Management Company are in accordance with the provisions of the law and the Regulations;
- b) carry out all instructions issued by the Management Company, provided these are not in violation of the provisions of the law or the Regulations;
- c) ensure, in the case of transactions relating to the Fund's assets, that payment or delivery is effected in due time;
- d) ensure that the Fund's revenues/earnings are employed in accordance with the Regulations.

Art. 5. Net asset value

The net asset value of each unit of the individual subfunds is calculated by the Management Company on each business day of the administrative agent. In this context, «business days» are regular bank working days (i.e. each day on which banks are open during regular working hours) in Luxembourg with the exception of individual, non-statutory holidays.

The net asset value of one subfund unit is expressed in the currency of the subfund and is calculated by dividing the total net assets of the subfund by the number of its units in circulation. The net assets of each subfund are equal to the difference between the value of the subfund's assets and the value of its liabilities.

The value of the assets held by each subfund is calculated as follows:

a) Securities and other investments listed on a stock exchange are valued at the last available market price. If these securities or other investments are quoted on several stock exchanges, the last available listing on the stock exchange that represents the major market for the concerned security will apply. In the case of securities and other investments which are little traded on a stock exchange, but which are traded between securities dealers on a secondary market using usual market price formation methods, the Management Company can use the prices on this secondary market as the basis for the valuation of these securities and investments. Securities and other investments that are not listed on an official stock exchange, but which are traded on another regulated market which is recognized, open to the public and operating in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.

b) Securities and other investments that are not listed on a stock exchange or traded on another regulated market, are valued at the last available market price; if this is not available, the Management Company, acting in good faith, values these securities according to other principles of its choosing on the basis of the likely sale prices.

c) The determining price for the valuation of a money market instrument shall be progressively adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and keeping the resultant yield constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields.

d) Securities and other investments, denominated in another currency than the subfund's currency and which are not hedged by currency transactions, are valued at the average exchange rate between bid and offer price in Luxembourg or if not available on the most representative market for this currency.

e) Time and fiduciary deposits are valued at their nominal value plus accrued interest.

f) The value of swap transactions is calculated by the swap counterparty on the basis of the market value using a valuation method recognized by the Management Company. This valuation is checked by the Fund's auditors.

The Management Company is authorized to apply other generally recognized and verifiable valuation criteria in order to achieve an appropriate valuation of the net assets if, due to extraordinary circumstances, a valuation in accordance with the above-mentioned regulations proves to be unfeasible or inaccurate. In extraordinary circumstances, additional valuations can be carried out over the course of the day. These new valuations are then valid for subsequent issues and redemptions of units.

In the event of excessively large volumes of redemption applications, the Management Company may establish the value of the units of the relevant subfund on the basis of the prices at which the necessary sales of securities can be effected. In such an event, the same calculation method shall be applied for subscription and redemption applications submitted at the same time.

Art. 6. Suspension of the calculation of net asset value

The Management Company has the authority to temporarily suspend the calculation of the net asset value for one or more subfunds, the issue and redemption of units and the conversion between individual subfunds in the following circumstances:

- when one or more of the stock exchanges or other markets on which the valuation of a major part of the Fund's assets is based is/are closed, or when trading is suspended or when such stock exchanges or other markets are exposed to restrictions or temporary severe fluctuations;
- when circumstances beyond the control or influence of the Management Company make it impossible to normally dispose of the Fund's assets without seriously harming the interests of the unitholders;
- when disruptions in the communications network or any other reasons make it impossible to calculate the value of a considerable part of the Fund's net assets;
- if exchange or capital controls prevent transactions for the account of the Fund from being carried out.

The suspension of the calculation of net asset value, the suspension of the issue and redemption of units, and the suspension of conversions between individual subfunds will be published in accordance with the provisions of Article 8 below.

Art. 7. Issue, redemption and conversion of units

For each subfund, units are issued on the basis of the net assets of the subfund concerned. The Management Company transfers the units to the investors as soon as the appropriate purchase price has been paid.

The units are made out to the bearer and are credited to a custody account indicated by the bearer. The unitholder can apply to have the units delivered as physical certificates. Fractional units, however, will not be issued in certificate form. The unit certificates will be delivered via the Fund's paying agents and sales agents. Certificates are delivered with coupon sheets and in denominations of 1 or more units. Each unit certificate bears the signatures of the Management Company and the Custodian Bank, either of which may be substituted by facsimile signatures. On each certificate there is an indication of which subfund the units belong to.

All natural or legal persons are entitled to participate in the Fund by subscribing to one or more units. The issue price is based on the net asset value of each subfund calculated in accordance with the stipulations of Article 5. In addition, an issuing commission of no more than 6 % of the net asset value may be charged by the distributor and an amount reserved for each subfund of no more than 1 % of the net asset value, is levied.

The issue price must be paid within seven days of the day of subscription; this period may however be reduced by resolution of the Board of Directors of the Management Company.

The issue price may be higher on account of the taxes, fees and other charges that are due in the various countries in which the units are offered for subscription.

The Management Company may, at its discretion, from time to time suspend, restrict or completely stop the issue of the units of one or more subfunds to certain natural or legal persons from certain countries or regions.

Moreover, the Management Company is entitled at any time:

- to redeem units which have been purchased in contravention of this Article, and
- to reject subscription applications at its discretion.

The Management Company can split or merge units within each subfund.

Unitholders can request the redemption of their units at any time. If units have been delivered in the form of physical certificates, these must be submitted together with the redemption application. The redemption price is based on the net asset value calculated in accordance with the provisions of Article 5. The redemption price is reduced by any taxes, fees and other deductions that might apply in the countries in which the units are sold. A redemption commission of no more than 2 % of the net asset value may be charged by the distributor. In normal circumstances, payment is made without delay and at the latest within seven business days following the redemption day.

For each subfund the Management Company must make sure that there is a sufficient portion of liquid assets to redeem the units within the period of time stipulated in this Article.

The Management Company or the Custodian Bank are only obliged to redeem units and make the corresponding payments if the provisions of the law, especially with regard to foreign currency, or events which lie outside their control do not prevent them from transferring and paying out the requisite amount in the country from which the redemption application has been made.

If there should be an excessively large volume of redemption applications, the Custodian Bank and the Management Company may decide to delay execution of the redemption applications until the corresponding assets of the Fund have been sold without unnecessary delay.

The development of the net asset value determines whether the redemption price is higher or lower than the issue price originally paid by the unitholder.

The unitholder of a subfund may convert some or all of his units into units of another subfund up to the countervalue of the units presented. This conversion takes place on the basis of the net asset value per unit of the subfund concerned, plus or minus any taxes, fees or other charges and any conversion commissions charged by the distributor. Such commission charges may not exceed 3 % of the net asset value. The same procedures apply to the submission of conversion applications as apply to the issue and redemption of units.

Conversion procedures are laid down by the Management Company and described in the sales prospectus.

Art. 8. Publications

The net asset value and the issue and redemption price of the units of each subfund are published every business day at the head office of the Management Company and the Custodian Bank. The annual report, which is audited by an external auditor, and the semi-annual reports, which do not have to be audited, can be obtained by unitholders from the head office of the Management Company and the Custodian Bank.

Any change to the Regulations is published in the Mémorial of the Grand Duchy of Luxembourg. Notices to the unitholders, including those concerning amendments to the Regulations, are published in a Luxembourg daily paper and, if necessary, in foreign newspapers.

Art. 9. Financial year, auditing

The financial year of the Fund ends every year on 31st October and for the first time on October 31st 1999. The annual accounts of the Management Company are audited by one or more external auditors. The annual accounts of the Fund are audited by an authorized external auditor appointed by the Management Company. The consolidated breakdown of the Fund's assets is prepared in JPY.

Art. 10. Distributions

In accordance with article 10 of the Regulations, the Management Company will decide on the distribution amount for the series of units which entitle to a distribution. The Management Company may also issue series of units which bring with them no rights to distribution. The income attaching to these units is automatically reinvested.

Distributions may not entail that the net assets of the Fund fall below the statutory minimum net assets laid down by the law.

If applicable, distributions are made within four months of the end of the Fund's financial year. The Management Company is authorized to pay interim dividends and to suspend the payment of distributions.

Entitlements to distributions and allocations not claimed within five years of falling due shall lapse and be paid back into the relevant series of units of the subfund concerned. If this subfund has already been liquidated the distributions and allocations shall accrue to the other subfunds of the same Fund in proportion to their respective net asset values. When appropriating the net income and capital gains of the Fund, the Management Company can also provide for the issue of free units. An income equalization calculation is made to ensure that distributions are in line with the actual claims on income.

Distributions are made upon submission of the relevant coupons. The method of payment is determined by the Management Company.

Art. 11. Amendments to the Regulations

Subject to compliance with the provisions of the law, the Management Company can amend the Regulations. Notice of each amendment must be published as stipulated under Article 8. The amendment enters into legal force on the day of publication in the *Mémorial*.

Art. 12. Liquidation and merger of the Fund and its subfunds

Liquidation of the Fund and its subfunds

Unitholders, their heirs or other beneficiaries may not demand the division or liquidation of the Fund or of an individual subfund. The Management Company is empowered, however, to liquidate the Fund or existing subfunds provided this is done by taking into account the interests of the unitholders, for the protection of the Management Company, for the protection of the Fund, or if it is deemed appropriate or necessary in the interest of the investment policy.

The decision to liquidate a subfund shall be published in a Luxembourg daily newspaper and in the official publications of the respective countries in which Fund units may be sold. No units may be issued, converted or redeemed after the date of such a decision. In the event of liquidation, the Management Company will realize the subfund's assets in the best interests of the unitholders and instruct the Custodian Bank to distribute the net proceeds from the liquidation of the subfunds to the unitholders of said subfunds in proportion to their respective holdings. Any liquidation proceeds which cannot be distributed to the unitholders at the conclusion of the liquidation procedure, may be deposited with the Custodian Bank for a period of 6 months. Thereafter, such proceeds will be deposited with the «Caisse des Consignations» in Luxembourg until expiry of the relevant claims.

Liquidation of the Fund is mandatory in the cases prescribed by law and in the event of the Management Company being liquidated. Notice of such liquidation is published in at least 3 daily newspapers (one of which must be a Luxembourg daily newspaper), as well as in the *Mémorial*. The liquidation procedure is identical to the procedure for liquidating a subfund with the exception that in the case of the Fund's liquidation, any liquidation proceeds which cannot be distributed to unitholders at the conclusion of the liquidation procedure are immediately deposited with the «Caisse des Consignations».

Merger of subfunds or of one subfund with another undertaking for collective investment (UCI)

If the net assets of a subfund should, for whatever reason, fall below the equivalent in any currency of USD 10 million, or if the economic, legal or political environment should change, the Management Company can take the decision to cancel issued units of the subfund concerned and to allocate to unitholders units of another subfund or of another UCI which is subject to the Law of 30 March 1988 relating to undertakings for collective investment. In the event of such a merger decision being taken by the Management Company, this merger shall be binding for all unitholders of the subfund concerned after expiry of a one-month period commencing on the date on which the decision is published.

During this one-month period, unitholders can submit their units for redemption without having to pay any redemption fees or administration costs.

The decision to merge subfunds or one subfund with another UCI subject to the mentioned law will be announced in a Luxembourg daily newspaper and, as the case may be, in publications of the countries in which Fund units may be sold.

Art. 13. Fund costs

The Fund pays an all-in fee for each subfund. This fee, which shall not exceed 0.165 % per month (1.98 % p.a.) of the average net asset value of the subfund concerned, is used to pay the Management Company, the administrative agent, the Custodian Bank, the portfolio manager and the distributors. It also covers all the costs incurred by the Fund and the subfunds with the exception of the following:

- all taxes levied on the net assets and the income of the Fund, particularly the «taxe d'abonnement»;
- usual brokerage fees and commissions charged by other banks and brokers for securities transactions and similar transactions;
- costs for extraordinary measures carried out in the interests of unitholders, such as expert opinions and legal proceedings, etc.

All costs that can be allocated accurately to individual subfunds will be charged to these subfunds. If costs pertain to several or all subfunds, these costs will be charged to the subfunds concerned in proportion to their net asset values.

Art. 14. Expiry of claims

The unitholders' claims on the Management Company or the Custodian Bank expire five years after the date of the event which gave rise to these claims.

Art. 15. Applicable law, place of performance and authoritative language

The Luxembourg District Court is the place of performance for all legal disputes between the unitholders, the Management Company and the Custodian Bank; Luxembourg law applies. However, the Management Company and/or the Custodian Bank can elect to make themselves and the Fund subject to the jurisdiction of the other countries in which units are offered and sold in matters concerning the claims of investors from these countries.

The English version of these Regulations is the authoritative version. However, in matters concerning units sold to investors from the countries in which units can be offered and sold, the Management Company and the Custodian Bank may recognize translations which they have approved into the languages of these countries as binding upon themselves and the Fund.

These Regulations take effect on August 30, 1999.

Luxembourg, August 26, 1999.

UBS HEISEI FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

UBS (LUXEMBOURG) S.A.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

VERTRAGSBEDINGUNGEN DES ANLAGEFONDS UBS (LUX) HEISEI FUND

Die Verwaltungsgesellschaft UBS HEISEI FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (nachstehend als «Verwaltungsgesellschaft» bezeichnet) ist eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, die entsprechend den vorliegenden Vertragsbedingungen den Anlagefonds UBS (LUX) HEISEI FUND (nachstehend als «Fonds») bezeichnet) verwaltet und Anteilsscheine in Form von Zertifikaten (nachstehend als «Anteile» bezeichnet) ausstellt.

Die Vermögenswerte des Fonds sind deponiert bei der UBS (LUXEMBOURG) S.A., einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, in Luxemburg (nachstehend als «Depotbank» bezeichnet).

Die jeweiligen Rechte und Pflichten der Eigentümer der Anteile (nachstehend als «Anteilhaber» bezeichnet), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind durch die vorliegenden Vertragsbedingungen geregelt. Das Eigentum an einem Anteil zieht die Anerkennung der Vertragsbedingungen sowie der künftigen Änderungen mit sich.

Art. 1. Der Fonds und die Subfonds

Der Fonds ist ein offener Anlagefonds luxemburgischen Rechts und stellt eine unselbstständige Gemeinschaft der Anteilhaber an allen Wertpapieren und anderen Vermögenswerten des Fonds dar. Das Fondsvermögen, dessen Höhe nicht begrenzt ist, wird getrennt von dem der Verwaltungsgesellschaft gehalten. Der Fonds bildet eine rechtliche Einheit und haftet als Ganzes für die eingegangenen Verbindlichkeiten der Subfonds, es sei denn, etwas anderes wurde mit den Gläubigern vereinbart.

Dem Anleger werden unter ein und demselben Fonds ein oder mehrere Subfonds angeboten, die, gemäss ihrer Anlagepolitik, in Wertpapiere investieren.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt die einzelnen Subfonds. Innerhalb jedes Subfonds können verschiedene Klassen von Anteilen angeboten werden. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Subfonds auflegen und bestehende Subfonds auflösen.

Die Anlagepolitik eines jeden Subfonds wird vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft im Rahmen der Anlageziele festgelegt.

Das Nettovermögen eines jeden Subfonds und die Nettoinventarwerte der Anteile dieser Subfonds werden in den von der Verwaltungsgesellschaft festgelegten Währungen ausgedrückt.

Art. 2. Die Anlagepolitik

Langfristig wird ein Gesamtertrag angestrebt welcher deutlich höher ist als derjenige von mittelfristigen Obligationen (3-5 Jahren) in JPY. Gleichzeitig wird angestrebt zu versuchen dass der Nettoinventarwert eines Anteils nicht unter 95 % seines Anfangswertes am Ende jeder einjährigen Anlageperiode fällt. Der Absicherungsmechanismus besteht aus einer systematischen Ausgleichsstrategie, indem Vermögenswerte zwischen dem «Core Portfolio» und dem Opportunity Portfolio umgeschichtet werden. Allerdings darf unter keinen Umständen verstanden werden, dass der Nettoinventarwert eines Anteils garantiert wird nicht unter 95 % seines Anfangswertes während oder am Ende jeder einjährigen Anlageperiode zu fallen. Bei stark performierenden Märkten kann der Floor während der einjährigen Anlageperiode nach oben angepasst werden. Die Anteilhaber können Informationen über den Floor und Flooranpassungen bei den Vertriebsstellen und am Sitz der Verwaltungsgesellschaft beziehen.

Um das Anlageziel zu erreichen, werden die Vermögen der Subfonds in Wertpapiere und andere Vermögenswerte nach dem Prinzip der Risikostreuung angelegt, wobei die Anlagen generell aus zwei Bestandteilen bestehen:

a) Festverzinsliche Anlagen in Obligationen, andere kurzfristigen Forderungspapieren und Geldmarktinstrumenten, welche in der Referenzwährung des Subfonds von erstklassigen Schuldern ausgegeben werden (genannt «Core Portfolio»).

b) International diversifiziertes Portfolio, bestehend aus Aktien, Obligationen welche auf andere Währungen als die Referenzwährung lauten und anderen aktienähnlichen Kapitalanteilen oder Forderungspapieren und -rechten, welches einen höheren Ertrag aber auch ein höheres Risiko als (a) aufweisen. Der Risikoanteil (b) wird, je nach Performance des Portfolio, erhöht oder reduziert (genannt «Opportunity Portfolio»).

Die Subfonds legen weltweit in Aktien, aktienähnlichen Kapitalanteilen (Genossenschaftsanteilen, Partizipations-scheinen), Genusscheinen, Geldmarktinstrumenten, Obligationen, Notes, ähnlichen fest- oder variabelverzinslichen Wertpapieren, Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen und Optionsscheinen auf Wertpapieren. Das Gesamtvermögen des Fonds kann vollständig in Liquiditäten und Geldmarktinstrumenten gehalten werden, falls dies als notwendig erachtet wird in gewissen Marktsituationen.

Für die Anlagen eines jeden Subfonds gelten im Übrigen folgende Bestimmungen:

1. Risikostreuung

1.1 Jeder Subfonds darf nicht mehr als 10 % seines Nettovermögens in nicht börsennotierte oder nicht an einem geregelten Markt gehandelte Wertpapiere und/oder Geldmarktinstrumente anlegen. Diese Restriktion gilt nicht für Geldmarktinstrumente, die regelmässig gehandelt werden oder eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten haben, wobei die mittlere Restlaufzeit aller solcher Geldmarktinstrumente, die nicht regelmässig gehandelt werden, 120 Tage nicht überschreiten darf. Wertpapiere, deren Notierung beantragt ist, gelten als börsennotierte Wertpapiere.

1.2 Der Fonds darf nicht mehr als 10 % der Wertpapiere und/oder Geldmarktinstrumente derselben Gattung, von ein und demselben Emittenten ausgegeben, erwerben.

1.3 Jeder Subfonds darf höchstens 10 % seines Nettovermögens in Wertpapiere und/oder Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten anlegen.

1.4 Die unter Punkten 1.1, 1.2 und 1.3 genannten Grenzen sind nicht anwendbar auf Wertpapiere ausgegeben oder garantiert

- von einem OECD-Mitgliedstaat oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften;

- von supranationalen Institutionen und Organisationen regionaler oder universeller Art. Werden die unter Punkt 1.1, 1.2 und 1.3 genannten Grenzen unbeabsichtigt oder infolge Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel, die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber anzustreben.

2. Anlagebegrenzungen

Es ist der Verwaltungsgesellschaft untersagt:

2.1 Wertpapiere für den Fonds zu erwerben, deren Veräusserung auf Grund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

2.2 Aktien zu erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es der Verwaltungsgesellschaft ermöglicht, gegebenenfalls zusammen mit anderen von ihr verwalteten Fonds oder Subfonds, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben;

2.3 pro Subfonds mehr als 5 % des Nettovermögens in Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen des offenen Typs anzulegen. Diese Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren müssen die Bestimmungen der EU Direktive 85/611/EG vom 20. Dezember 1985 einhalten und dürfen nicht von der Verwaltungsgesellschaft oder von einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, es sei denn, diese Organismen für gemeinsame Anlagen sind gemäss ihren Vertragsbedingungen oder Satzungen auf Anlagen in bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Sektoren spezialisiert. Es wird keine All-in-Fee auf dem Teil des Nettofondsvermögens erhoben, welcher in andere Organismen für gemeinsame Anlagen des offenen Typs der UBS-Gruppe angelegt ist.

2.4 Wertpapier-Leerverkäufe zu tätigen;

2.5 Edelmetalle oder diesbezügliche Zertifikate zu erwerben;

2.6 in Immobilien anzulegen und Waren oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;

2.7 pro Subfonds Kredite aufzunehmen, es sei denn:

- für den Ankauf von Devisen mittels eines «back-to-back loan»;

- im Fall von temporären Kreditaufnahmen in Höhe von höchstens 10 % des Nettovermögens des betreffenden Subfonds;

2.8 Kredite zu gewähren oder für Dritte als Bürge einzustehen. Diese Beschränkung steht dem Erwerb von nicht voll eingezahlten Wertpapieren nicht entgegen.

2.9 Vermögenswerte des Fonds zu verpfänden oder sonst zu belasten, zur Sicherung zu übereignen oder zur Sicherung abzutreten. Usanzgemässe Einschusszahlungen («Margins») bei Options- und ähnlichen Geschäften bleiben hiervon unberührt.

Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit im Interesse der Anteilhaber weitere Anlagebegrenzungen festsetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, in denen Anteile des Fonds angeboten und verkauft werden.

3. Derivative und Absicherungstechniken

Unter Beachtung der im Verkaufsprospekt angeführten Bedingungen und Grenzen kann die Verwaltungsgesellschaft

(i) sich der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Vermögens der betreffenden Subfonds geschieht, und

(ii) Techniken und Instrumente zur Deckung von Kursrisiken, Zinsrisiken und Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Vermögens der betreffenden Subfonds nutzen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit im Interesse der Anteilhaber weitere Anlagebegrenzungen festsetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, in denen Anteile des Fonds angeboten und verkauft werden.

Art. 3. Die Verwaltungsgesellschaft

Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds für Rechnung und im ausschliesslichen Interesse der Anteilhaber.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt die einzelnen Subfonds, die den Fonds darstellen, bestimmt deren Lancierung und, falls dies im Interesse der Anteilhaber sinnvoll erscheint, deren Schliessung. Die Verwaltungsgesellschaft ist mit den weitestgehenden Rechten ausgestattet, um in ihrem Namen für Rechnung der Anteilhaber alle administrativen und verwaltungsmässigen Handlungen durchzuführen. Sie ist insbesondere berechtigt, Wertpapiere und andere Werte zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, zu tauschen und in Empfang zu nehmen sowie sämtliche Rechte auszuüben, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen des Fonds zusammenhängen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft darf Direktoren oder Bevollmächtigte oder einen Ausschuss, deren Entschädigung ausschliesslich zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft geht, mit der laufenden Durchführung der Anlagepolitik beauftragen. Darüber hinaus ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt eine Drittpartei mit der Verwaltung des Fondsportefeuilles zu beauftragen.

Art. 4. Die Depotbank

Die Verwaltungsgesellschaft ernennt die Depotbank.

Als Depotbank ist die UBS (LUXEMBOURG) S.A. bestellt worden.

Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft können dieses Vertragsverhältnis unter Berücksichtigung einer Kündigungsfrist von 3 Monaten jederzeit mittels schriftlicher Mitteilung an die andere Partei beenden. Die Abberufung der Depotbank durch die Verwaltungsgesellschaft ist aber nur zulässig, wenn eine neue Depotbank die in diesen Vertragsbedingungen festgelegten Funktionen und Verantwortlichkeiten einer Depotbank übernimmt. Weiterhin hat die Depotbank ihre Funktionen auch nach Abberufung so lange wahrzunehmen, als es notwendig ist, um das ganze Fondsvermögen an die neue Depotbank zu übertragen. Im Falle einer Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, eine neue Depotbank zu ernennen, welche die Funktionen und Verantwortung der Depotbank gemäss den Vertragsbedingungen übernimmt. In diesem Fall bleibt die Depotbank ebenfalls in Funktion, bis das Fondsvermögen an die neue Depotbank übergeben wurde.

Die Depotbank verwahrt das Nettovermögen für Rechnung des Fonds. Sie kann es mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise anderen Banken, Finanzinstituten und anerkannten Clearinghäusern, welche die gesetzlichen Anforderungen erfüllen, zur Verwahrung anvertrauen. Die Depotbank erfüllt die banküblichen Pflichten im Hinblick auf die Konten und Wertpapiere und nimmt alle laufenden administrativen Aufgaben für die Fondsguthaben vor. Ferner muss die Depotbank:

- a) sicherstellen, dass der Verkauf, der Rückkauf, die Konversion und die Annullierung von Anteilen, die für Rechnung des Fonds oder von der Verwaltungsgesellschaft getätigt wurden, den Bestimmungen des Gesetzes und den Vertragsbedingungen entsprechen;
- b) alle Instruktionen der Verwaltungsgesellschaft ausführen, ausser wenn diese im Widerspruch zum Gesetz oder zu den Vertragsbedingungen stehen;
- c) sicherstellen, dass bei Transaktionen, die sich auf die Fondsaktiven beziehen, die Gegenleistung zeitgerecht erfolgt;
- d) sicherstellen, dass die Eingänge/Erträge des Fonds die den Vertragsbedingungen entsprechende Verwendung finden.

Art. 5. Nettoinventarwert

Der Nettoinventarwert des Anteils wird von der Verwaltungsgesellschaft für jeden einzelnen Subfonds im Prinzip an jedem Geschäftstag der Administrationsstelle berechnet. Unter «Geschäftstag» versteht man in diesem Zusammenhang die üblichen Bankgeschäftstage (d.h. jeden Tag, an dem die Banken während der normalen Geschäftsstunden geöffnet sind) in Luxemburg mit Ausnahme von einzelnen, nicht gesetzlichen Ruhetagen.

Der Nettoinventarwert eines Anteils an einem Subfonds ist in der Währung des Subfonds ausgedrückt und ergibt sich, indem das gesamte Nettovermögen des Subfonds durch die Anzahl der im Umlauf befindlichen Anteile des Subfonds dividiert wird. Das Nettovermögen eines jeden Subfonds entspricht der Differenz zwischen der Summe der Guthaben des Subfonds und der Summe der den Subfonds betreffenden Verpflichtungen.

Das Vermögen eines jeden Subfonds wird folgendermassen bewertet:

- a) Wertpapiere, die an einer offiziellen Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen notiert ist, ist der letztverfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist. Bei Wertpapieren und anderen Anlagen, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern mit marktkonformer Preisbildung besteht, kann die Verwaltungsgesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere und Anlagen aufgrund dieser Preise vornehmen. Wertpapiere und andere Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letztverfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet.
- b) Wertpapiere, die nicht an einer offiziellen Wertpapierbörse oder einem anderen geregelten Markt notiert bzw. gehandelt sind, werden zum letztverfügbaren Marktpreis bewertet. Ist dieser nicht erhältlich, wird die Verwaltungsgesellschaft die Bewertung nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes vornehmen.
- c) Der Bewertungskurs für Geldmarktinstrumente wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.
- d) Anlagen, die auf eine andere Währung als die Referenzwährung des entsprechenden Subfonds lauten und welche nicht durch Devisentransaktionen abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, der in Luxemburg oder, falls nicht erhältlich, auf dem für diese Währung repräsentativsten Markt bekannt ist, bewertet.
- e) Festgelder und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.
- f) Der Wert der Tauschgeschäfte wird, ausgehend vom Marktwert, von der Gegenpartei des Swaps gemäss einer von der Verwaltungsgesellschaft anerkannten Bewertungsmethode berechnet und vom Rechnungsprüfer geprüft.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere adäquate Bewertungsprinzipien für die Gesamtfondsguthaben und die Guthaben eines Subfonds anzuwenden, falls die obenerwähnten Kriterien zur Bewertung auf Grund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzweckmässig erscheinen. Bei ausserordentlichen Umständen können innerhalb eines Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, die für die danach auszugebenden oder zurückzunehmenden Anteile massgebend sind. Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft die Anteile des entsprechenden Subfonds auf der Basis der Kurse bewerten, zu welchen die notwendigen Verkäufe von Wertpapieren getätigt werden. In diesem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rückkaufsanträge dieselbe Berechnungsmethode angewandt.

Art. 6. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes

Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Konversion der Anteile eines, mehrerer oder aller Subfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn Börsen oder Märkte, die massgebend sind für die Bewertung eines wesentlichen Teils des Fondsvermögens, oder wenn Devisenmärkte, auf deren Währung der Nettoinventarwert oder ein wesentlicher Teil der Fondsguthaben lautet, geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind; - wenn auf Grund von Umständen, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Verwaltungsgesellschaft liegen, sachdienliche Verfügungen über das Fondsvermögen nicht möglich sind oder den Interessen der Anteilinhaber abträglich wären;

- im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder der Berechnung, die üblicherweise für die Erstellung des Nettoinventarwertes gebraucht werden, oder wenn dieser aus einem sonstigen Grund nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann;

- wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für den Fonds undurchführbar werden.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes sowie der Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Anteilen zwischen einzelnen Subfonds wird gemäss nachfolgendem Artikel 8 veröffentlicht.

Art. 7. Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Anteilen

Für jeden Subfonds werden Anteile auf der Basis des Nettovermögens des betreffenden Subfonds ausgestellt. Die Anteile werden den Anlegern durch die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Zahlung des Kaufpreises in entsprechender Höhe übertragen.

Die Anteile lauten auf den Inhaber und werden den Anteilinhabern grundsätzlich auf den von diesen anzugebenden Depots gutgeschrieben. Die Anteilinhaber können die Aushändigung von Anteilscheinen beantragen. Bei Fraktionseinheiten besteht hingegen kein Anspruch auf deren Verurkundung. Anteilscheine werden über die Vertriebs- und Zahlstellen geliefert.

Die Zertifikate werden mit Couponbogen und in Stückelungen zu 1 oder mehr Anteilen geliefert. Jeder Anteilschein trägt die Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche beide durch Facsimileunterschriften ersetzt werden können. Auf den Zertifikaten ist vermerkt, welchem Subfonds die Anteile zugehören.

Jede natürliche oder juristische Person ist berechtigt, sich durch Zeichnung eines oder mehrerer Anteile am Fonds zu beteiligen.

Der Ausgabepreis basiert auf dem für jeden Subfonds gemäss Artikel 5 errechneten Nettoinventarwert. Zusätzlich kann ein Ausgabeaufschlag von höchstens 6 % des Nettoinventarwertes zugunsten der Vertriebsstellen erhoben werden und ein Betrag für den Subfonds von höchstens 1 % des Nettoinventarwertes wird erhoben.

Der Ausgabepreis ist binnen 7 Geschäftstagen nach dem Zeichnungstag zu zahlen; dieser Zeitraum kann jedoch durch Beschluss des Verwaltungsrates der Verwaltungsgesellschaft verkürzt werden. Der Ausgabepreis erhöht sich um Steuern, Gebühren oder andere Belastungen, die in den Ländern anfallen, in denen die Anteile zur Zeichnung angeboten werden.

Es liegt im Ermessen der Verwaltungsgesellschaft, die Ausgabe von Anteilen an einem oder mehreren Subfonds an bestimmte natürliche oder juristische Personen aus bestimmten Ländern oder Gegenden zeitweise auszusetzen, zu limitieren oder ganz einzustellen. Zudem hat die Verwaltungsgesellschaft jederzeit das Recht:

- die Anteile, die unter Nichtbeachtung dieses Artikels erworben wurden, zurückzuzahlen, sowie
- Zeichnungsaufträge nach ihrem Ermessen zurückzuweisen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann die Anteile innerhalb jedes Subfonds aufteilen oder zusammenlegen.

Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile verlangen. Falls Anteilscheine ausgehändigt wurden, so sind diese zusammen mit dem Rücknahmegesuch einzureichen. Der Rücknahmepreis basiert auf dem gemäss Artikel 5 errechneten Nettoinventarwert. Der Rücknahmepreis verringert sich um jegliche in den jeweiligen Vertriebsländern eventuell anfallenden Steuern, Gebühren oder anderen Abgaben. Pro Subfonds kann eine Rücknahmegebühr von höchstens 2 % des Nettoinventarwertes zugunsten der Vertriebsstellen erhoben werden. Die Auszahlung erfolgt unter gewöhnlichen Umständen unverzüglich, zumindest aber innerhalb von 7 Geschäftstagen nach dem Rücknahmetag.

Die Verwaltungsgesellschaft hat pro Subfonds für einen angemessenen Anteil an liquiden Mitteln zu sorgen, damit die Rücknahme der Anteile in den in diesem Artikel beschriebenen Fristen erfolgen kann. Die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank sind nur dann zur Rücknahme und Zahlung verpflichtet, wenn die gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere Devisenvorschriften oder Ereignisse, die ausserhalb ihrer Kontrolle liegen, sie nicht daran hindern, den Gegenwert in das Land zu überweisen oder dort auszuzahlen, wo die Rücknahme beantragt wurde.

Bei massiven Rücknahmeanträgen können Depotbank und Verwaltungsgesellschaft beschliessen, einen Rücknahmeantrag erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte des Fonds verkauft worden sind.

Es hängt von der Entwicklung des Nettovermögenswertes ab, ob der Rücknahmepreis den vom Anleger bezahlten Ausgabepreis übersteigt oder unterschreitet.

Der Anteilinhaber eines Subfonds kann, bis zum Gegenwert der eingereichten Anteile, einen Teil oder alle seine Anteile in Anteile eines anderen Subfonds konvertieren. Diese Konversion erfolgt auf der Basis des Nettoinventarwertes pro Anteil der entsprechenden Subfonds, zuzüglich respektive abzüglich allfälliger Steuern, Gebühren oder sonstiger Ausgaben, sowie einer zugunsten der Vertriebsstellen eventuell erhobenen Konversionsgebühr, die von der Verwaltungsgesellschaft unter Beachtung eines Maximalsatzes von 3 % festgelegt wird.

Für die Einreichung der Konversionsanträge gelten die gleichen Modalitäten wie für die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

Die Konversionsmodalitäten werden von der Verwaltungsgesellschaft festgelegt und im Verkaufsprospekt beschrieben.

Art. 8. Veröffentlichungen

Der Nettoinventarwert sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteile eines jeden Subfonds werden an jedem Geschäftstag am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank bekanntgegeben. Der von einem Rechnungsprüfer geprüfte jährliche Geschäftsbericht und die Halbjahresberichte, die nicht geprüft sein müssen, werden den Anteilhabern am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank zur Verfügung gestellt.

Jede Änderung der Vertragsbedingungen wird im «Mémorial» des Grossherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

Mitteilungen an die Anteilhaber, auch über Änderungen der Vertragsbedingungen, werden in einer luxemburgischen Tageszeitung und, soweit erforderlich, in ausländischen Zeitungen veröffentlicht.

Art. 9. Geschäftsjahr, Prüfung

Das Geschäftsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Oktober und das erste Mal am 31. Oktober 1999.

Der Jahresabschluss der Verwaltungsgesellschaft wird von einem oder mehreren Rechnungsprüfern geprüft. Der Jahresabschluss des Fonds wird von einem von der Verwaltungsgesellschaft ernannten zugelassenen Rechnungsprüfer geprüft. Die konsolidierte Vermögensaufstellung des gesamten Fonds erfolgt in JPY.

Art. 10. Ausschüttungen

Gemäss Artikel 10 der Vertragsbedingungen entscheidet die Verwaltungsgesellschaft über die Ausschüttungsbeträge für die Anteilsklasse welche ausschüttungsberechtigt ist. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch Anteilsklassen ausgeben, welche nicht ausschüttungsberechtigt sind. Die Erträge dieser Anteile werden laufend thesauriert.

Ausschüttungen dürfen nicht bewirken, dass das Nettovermögen des Fonds unter das vom Gesetz vorgesehene Mindestvermögen fällt.

Ausschüttungen werden innerhalb von 4 Monaten nach Geschäftsjahresende des Fonds vorgenommen. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Ausschüttung von Zwischendividenden sowie die Aussetzung der Ausschüttungen zu bestimmen.

Ansprüche auf Ausschüttungen und Zuteilungen, die nicht binnen 5 Jahren ab Fälligkeit geltend gemacht werden, verjähren und fallen an den entsprechenden Subfonds zurück. Sollte dieser bereits liquidiert worden sein, fallen die Ausschüttungen und Zuteilungen anteilmässig entsprechend der Nettovermögen der einzelnen Subfonds des Fonds an diese. Die Verwaltungsgesellschaft kann im Rahmen der Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne ebenfalls die Ausgabe von Gratisanteilen vorsehen. Damit die Ausschüttungen dem tatsächlichen Ertragsanspruch entsprechen, wird ein Ertragsausgleich errechnet. Ausschüttungen werden gegen Einreichen der Coupons vorgenommen. Die Zahlungsweise wird von der Verwaltungsgesellschaft bestimmt.

Art. 11. Änderungen der Vertragsbedingungen

Die Vertragsbedingungen können, unter Wahrung der rechtlichen Vorschriften, von der Verwaltungsgesellschaft geändert werden.

Jede Änderung muss gemäss Artikel 8 veröffentlicht werden und ist rechtskräftig ab dem Tag der Veröffentlichung im «Mémorial».

Art. 12. Auflösung und Zusammenlegung des Fonds und seiner Subfonds

Auflösung des Fonds und seiner Subfonds

Anteilhaber, Erben oder sonstige Berechtigte können die Aufteilung oder Auflösung des Fonds oder eines einzelnen Subfonds nicht verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch berechtigt, den Fonds beziehungsweise die bestehenden Subfonds aufzulösen, sofern dies unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des Fonds oder im Interesse der Anlagepolitik notwendig oder angebracht erscheint.

Der Beschluss über die Auflösung eines Subfonds wird in einer luxemburgischen Tageszeitung und soweit erforderlich in ausländischen Zeitungen veröffentlicht. Vom Tage des Auflösungsbeschlusses an werden keine Anteile mehr ausgegeben, konvertiert oder zurückgenommen. In der Liquidation wird die Verwaltungsgesellschaft das Fondsvermögen im besten Interesse der Anteilhaber verwerten und die Depotbank beauftragen, den Nettoliquidationserlös der Subfonds anteilmässig an die Anteilhaber der Subfonds zu verteilen. Etwaige Liquidationserlöse, die bei Abschluss der Liquidation nicht an die Anteilhaber verteilt werden können, können während 6 Monaten bei der Depotbank hinterlegt werden. Danach werden diese Vermögenswerte bei der «Caisse des Consignations» in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Eine Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in den gesetzlich vorgesehenen Fällen und im Fall der Auflösung der Verwaltungsgesellschaft. Eine solche Auflösung wird in mindestens drei Tageszeitungen (wovon eine luxemburgische Tageszeitung) sowie im «Mémorial» publiziert. Der Ablauf der Liquidation ist identisch mit demjenigen von Subfonds mit der Ausnahme, dass Liquidationserlöse, die beim Abschluss der Liquidation nicht an die Anteilhaber verteilt werden können, sofort bei der «Caisse des Consignations» hinterlegt werden.

Zusammenlegung von Subfonds bzw. eines Subfonds mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA)

Sollte das Nettovermögen eines Subfonds, aus welchem Grund auch immer, unter den von der Verwaltungsgesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegten Betrag fallen oder sollte sich das wirtschaftliche, rechtliche oder politische Umfeld ändern, so kann die Verwaltungsgesellschaft beschliessen, ausgegebene Anteile des entsprechenden Subfonds zu annullieren und den Anteilhabern dieses Subfonds Anteile an einem anderen Subfonds oder einem anderen OGA nach luxemburgischem Recht, der dem Teil 1 des Gesetzes vom 30. März 1988 unterliegt, zuzuteilen. Eine solchermassen von der Verwaltungsgesellschaft beschlossene Zusammenlegung ist für die Anteilhaber des betroffenen Subfonds, nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem Datum der Publikation, bindend.

Anteilhaber können während dieser Frist ihre Anteile ohne Rücknahmegebühr und ohne administrative Kosten zur Rücknahme einreichen.

Der Beschluss über die Zusammenlegung von Subfonds bzw. eines Subfonds mit einem anderen OGA, der unter Teil I des erwähnten luxemburgischen Gesetzes aufgelegt wurde, wird in einer luxemburgischen Tageszeitung und, soweit erforderlich, in ausländischen Zeitungen veröffentlicht.

Art. 13. Kosten des Fonds

Der Fonds zahlt für die verschiedenen Subfonds eine monatliche All-in-Fee von höchstens 0,165 % pro Monat, (1,98 % p.a.) berechnet auf dem durchschnittlichen Nettoinventarwert der Subfonds. Aus dieser All-in-Fee werden die Verwaltungsgesellschaft, die Administrationsstelle, die Depotbank, der Portfolio Manager und der Vertrieb bezahlt. Sie beinhaltet ausserdem sämtliche für den Fonds resp. die Subfonds anfallenden Kosten mit Ausnahme von:

- allen Steuern, welche auf dem Nettoinventarwert und dem Einkommen des Fonds erhoben werden, insbesondere die Abkommenssteuer;
- üblichen Courtagen und Gebühren, welche für Wertpapier- oder ähnliche Transaktionen durch Drittbanken und Broker belastet werden, und
- Kosten für ausserordentliche, im Interesse der Anteilinhaber liegende Massnahmen wie insbesondere Gutachten oder Gerichtsverfahren etc.

Sämtliche Kosten, die den einzelnen Subfonds genau zugeordnet werden können, werden diesen in Rechnung gestellt. Falls sich Kosten auf mehrere oder alle Subfonds beziehen, werden diese Kosten den betroffenen Subfonds proportional zu ihren Nettovermögen belastet.

Art. 4. Verjährung

Die Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach dem Datum des Ereignisses, das diese Ansprüche begründet hat.

Art. 15. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und massgebende Sprache

Für sämtliche Rechtsstreitigkeiten zwischen den Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank ist das Bezirksgericht Luxemburg zuständig, und es findet Luxemburger Recht Anwendung. Die Verwaltungsgesellschaft und/oder die Depotbank können sich und den Fonds jedoch im Hinblick auf Ansprüche von Anlegern aus diesen Ländern dem Gerichtsstand der Länder unterwerfen, in welchen Fondsanteile angeboten und verkauft werden.

Die englische Fassung dieser Vertragsbedingungen ist massgebend; die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können jedoch von ihnen genehmigte Übersetzungen in Sprachen der Länder, in denen Fondsanteile angeboten und verkauft werden, für sich und den Fonds als verbindlich bezüglich solcher Anteile anerkennen, die an Anleger in diesen Ländern verkauft wurden.

Diese Vertragsbedingungen treten am 30. August 1999 in Kraft.

Luxemburg, den 26. August 1999.

UBS HEISEI FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

UBS (LUXEMBOURG) S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 26 août 1999, vol. 528, vol. 10, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(40766/027/713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 1999.

CB-BASIS, Fonds Commun de Placement.

Abänderungsvertrag zwischen

1. CB-FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., eine Luxemburger Société Anonyme mit Gesellschaftssitz in 11, rue Notre-Dame, L-2240 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg (die «Verwaltungsgesellschaft»); und

2. COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A., eine Luxemburger Bank mit Sitz in 11, rue Notre-Dame, L-2240 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg (die «Depotbank»).

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank haben beschlossen einen neuen Unterfonds des CB-BASIS aufzulegen und einen neuen «Besonderen Teil» zum «Allgemeinen Teil» des Verwaltungsreglements, das am 1. September 1997 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde, wie folgt hinzuzufügen:

CB-BASIS BRANCHEN

Verwaltungsreglement «Besonderer Teil»

Für den Unterfonds GB-BASIS BRANCHEN ist das am 1. September 1997 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») veröffentlichte Verwaltungsreglement «Allgemeiner Teil» integraler Bestandteil. Ergänzend bzw. abweichend gelten die nachstehenden Bestimmungen des Verwaltungsreglements «Besonderer Teil».

Art. 1. Anlagepolitik des Unterfonds. Das Hauptziel der Anlagepolitik besteht in der Erwirtschaftung eines attraktiven Wertzuwachses. Das Fondsvermögen dieses Unterfonds wird nach dem Grundsatz der Risikostreuung vorwiegend in Aktienfonds investiert. Daneben kann die Anlage in Rentenfonds, offenen Immobilienfonds, geldmarktnahen Fonds sowie Geldmarktfonds erfolgen. Das Fondsvermögen dieses Unterfonds kann direkt in Wertpapiere investiert werden. Daneben dürfen Vermögenswerte in Form von flüssigen Mitteln gehalten oder als Festgelder angelegt werden. Eine Vermögensanlage in flüssigen Mitteln sollte auf Ausnahmefälle beschränkt bleiben.

Die Anlage erfolgt vornehmlich in solchen Investmentfonds, die von einer Gesellschaft der Gruppe der COMMERZBANK A.G., der ADIG-INVESTMENT LUXEMBURG S.A. (A.L.S.A.) oder der ADIG ALLGEMEINE DEUTSCHE INVESTMENT-GESELLSCHAFT m.b.H aufgelegt und verwaltet werden. Der Unterfonds wird vorwiegend in solche Zielfonds investieren, die nach den Rechtsordnungen solcher Länder aufgelegt und verwaltet werden, wie sie im jeweils gültigen Verkaufsprospekt des Unterfonds aufgeführt sind. Soweit der Unterfonds in Immobilienfonds

investiert, wird sich die Anlage des Unterfondsvermögens auf solche Immobilienfonds beschränken, deren Anlagepolitik dem Grundsatz der Risikostreuung in einer den Richtlinien des Luxemburger Rechts vergleichbaren Weise verpflichtet ist. Fondswährungen der Zielfonds sind die OECD-Währungen.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen dürfen für den Unterfonds Techniken und Instrumente, die Wertpapiere zum Gegenstand haben oder die zur Deckung von Währungs- und Zinsrisiken dienen (siehe Verwaltungsreglement «Allgemeiner Teil», Artikel 6 Absatz 5 Besondere Anlagetechniken und -instrumente), eingesetzt werden. Dazu gehören auch Zinssicherungsvereinbarungen (forward rate agreements), die mit Finanzinstituten erstklassiger Bonität, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben, getätigt werden.

Ergänzend bzw. abweichend zu Artikel 6 Absatz 4.1. und Artikel 6 Absatz 2.1.2. des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» gelten folgende Anlagegrundsätze und Anlagebeschränkungen: Bis zu 70% des Netto-Fondsvermögens des Unterfonds können ausnahmsweise in Anteilen ein und desselben Zielfonds angelegt werden, vorausgesetzt, solche Zielfonds sind in ihrer Anlagepolitik dem Grundsatz der Risikostreuung in ähnlicher Weise verpflichtet, wie Luxemburger Organismen für gemeinsame Anlagen, welche gemäss dem Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen aufgelegt werden; die Anlage wird sich in diesem Fall auf Zielfonds aus Mitgliedstaaten der Europäischen Union, aus den USA, der Schweiz und Japan beschränken. Abweichend zu Artikel 6 Absatz 4.4. des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» darf die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds insgesamt bis zu 100% der Anteile eines OGAs erwerben. Ein solcher OGA muss nach dem Recht eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, der USA, der Schweiz oder Japans aufgelegt sein und in seiner Anlagepolitik dem Grundsatz der Risikostreuung in ähnlicher Weise verpflichtet sein, wie Luxemburger Organismen für gemeinsame Anlagen, welche gemäss dem Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen aufgelegt werden.

Art. 2. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis, Inventarwertberechnung. 2.1. Die Fondswährung, in welcher für den Unterfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro («EUR»).

2.2. Ausgabepreis ist der Inventarwert gemäss Artikel 7 in Verbindung mit Artikel 10 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5% davon.

2.3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert gemäss Artikel 10 in Verbindung mit Artikel 12 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil».

2.4. Der Kauf und Verkauf von Anteilen im Regierten Markt der Frankfurter Wertpapierbörse erfolgt zum Kassakurs zuzüglich banküblicher Spesen und Courtage.

Art. 3. Entgelt der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. 3.1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Unterfondsvermögen ein Entgelt von bis zu 2,00% p.a. zuzüglich anfallender gesetzlicher Mehrwertsteuer zu erhalten, das täglich auf das Netto-Unterfondsvermögen des vorangegangenen Bewertungstages zu berechnen und monatlich nachträglich auszuführen ist. Aus der Verwaltungsvergütung erhalten der Investment Adviser und der Fund Administrator eine Vergütung.

3.2. Die Depotbank erhält aus dem Unterfondsvermögen ein Entgelt für die Verwahrung des Unterfondsvermögens in Höhe von bis zu 0,05% p.a. zuzüglich anfallender gesetzlicher Mehrwertsteuer, das täglich auf das Netto-Unterfondsvermögen des vorangegangenen Bewertungstages zu berechnen und monatlich nachträglich auszuführen ist.

Art. 4. Ausschüttungspolitik. Aus den Nettoerträgen des Unterfonds sowie aus den realisierten und nicht realisierten Kapitalgewinnen im Sinne des Artikels 15 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» wird die Verwaltungsgesellschaft jedes Jahr eine Ausschüttung beschliessen und nach Abschluss des Rechnungsjahres an die Anteilinhaber auszahlen.

Art. 5. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr des Fonds insgesamt sowie dieses Unterfonds endet jährlich am 31. Oktober.

Art. 6. Dauer des Fonds. Der Unterfonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Management Company kann jederzeit weitere Unterfonds auflegen, Unterfonds zusammenlegen oder bestehende Unterfonds auflösen. Die Management Company kann ebenfalls den Fonds insgesamt auflösen.

Art. 7. Inkrafttreten. Das Verwaltungsreglement «Besonderer Teil» tritt am Tag seiner Unterzeichnung (20. August 1999) in Kraft.

Luxembourg, den 20. August 1999.

CB FUND MANAGEMENT
COMPANY S.A.
Unterschriften

COMMERZBANK INTERNATIONAL
Société Anonyme
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 1999, vol. 528, fol. 17, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41063/267/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 1999.

CB-BASIS, Fonds Commun de Placement.

Règlement de Gestion coordonné déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 1999.

Pour la société
Signature

(41064/267/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 1999.

STRATEGIC MANAGED LOAN PORTFOLIO.

AMENDMENT TO THE MANAGEMENT REGULATIONS

Upon decision of ALTERNATIVE MANAGEMENT COMPANY S.A., acting as Management Company to STRATEGIC MANAGED LOAN PORTFOLIO, and with the approval of BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG S.A. as custodian, the management regulations of STRATEGIC MANAGED LOAN PORTFOLIO are amended with effect from 27 September 1999 as follows:

I. In Article 2) «The Portfolio»

- the sentence comprising a reference to the law of 30th March, 1988 is replaced by the following sentence:

«The Portfolio is organised under the law of 19th July, 1991 concerning undertakings for collective investment, the securities of which are not intended to be placed with the public.» and

- the sentence «The sale of the Portfolio's Interests will not be promoted to the public in the European Union or any part thereof.» shall be deleted.

2. In Article 4) «The Custodian», the fifth paragraph is amended so as to read as follows:

«The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the law of 19 July 1991 concerning collective investment undertakings the securities of which are not intended to be placed with the public.»

3. Article 18) «Restrictions on ownership» is amended so as to read as follows:

«Art. 18. Restrictions of Ownership. The Management Company and the Distributors shall comply, with respect to the issuing of Interests, with the laws and regulations of the countries where the Interests are offered. The Management Company may, at its discretion, limit the issue of Interests at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Interests, if such a measure is necessary for the protection of the Interestholders as a whole and the Portfolio. The Management Company may: (a) reject at its discretion any application for purchase of Interests; and (b) repurchase at any time the Interests held by Interestholders who are excluded from purchasing or holding Interests.

None of the Interests is registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the «1933 Act»). The Interests may not be offered, sold or transferred, directly or indirectly, in the United States of America, or to any citizen or resident of the United States («U.S. Person») unless subject to an available exemption from such registration.

The Fund has been organized under Luxembourg law of 19th July, 1991 concerning undertakings for collective investment, the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law»). Consequently, the sale of Interests in the Portfolio and of each Series thereof is restricted to institutional investors («Institutional Investors») and the Management Company will not issue Interests to persons or companies who may not be considered as Institutional Investors for the purpose of the Law. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Interests which would result in a non-Institutional Investor becoming an Interestholder in the Fund. The Management Company will, at its full discretion, refuse the issue of Interests or the transfer of Interests, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Interests are sold or transferred is an Institutional Investor for the purpose of the Law. In considering the qualification of a subscriber or transferee as an Institutional Investor, the Management Company will have due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities. Institutional Investors subscribing in their own name, but as a nominee on behalf of a third party, must certify to the Management Company that such subscription is made on behalf of an Institutional Investor as aforesaid and the Management Company may require, at its sole discretion, evidence that the beneficial owner of the Interests is an institutional investor.

For the purpose of preventing the beneficial ownership of Interests in the Portfolio by any person which is not an Institutional Investor or by any U.S. Person, the Management Company or its agent shall:

(i) decline to issue any Interests and decline to register any transfer of an Interest, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such Interests by (i) a person which is not an Institutional Investor or (ii) a U.S. Person other than subject to an available exemption from registration under the 1933 Act; and

(ii) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Interests on, the Register of Interestholders to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Interestholder's Interests rests in (i) an Institutional Investor or (ii) in a U.S. Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Interests by a U.S. Person other than subject to an available exemption from registration under the 1933 Act; and

(iii) where it appears to the Management Company that (i) a person who is not an Institutional Investor or (ii) any U.S. Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Interests other than subject to an available exemption from registration under the 1933 Act, compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Interestholder all Interests held by such Interestholder, in the following manner:

1) The Management Company shall serve a notice (hereinafter called the «purchase notice») upon the Interestholder appearing in the Register of Interestholders as the owner of the Interests to be purchased, specifying the Interests to be purchased as aforesaid, the price to be paid for the Interests, and the place at which the purchase price in respect of such Interests is payable. Any such notice may be served upon such Interestholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Interestholder at his last address known to or appearing in the books of the Portfolio. The said Interestholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Management Company the

Interest certificate or certificates, if any, representing the Interests specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Interestholder shall cease to be the owner of the Interests specified in such notice and his name shall be removed from the registration of such Interests in the Register of Interestholders.

2) The price at which the Interests specified in any purchase notice shall be purchased (herein called the «purchase price») shall be an amount equal to the Net Asset Value per Interest determined in accordance with Article 22 hereof as at the date specified in the purchase notice.

Payment of the purchase price will be made to the owner of such Interests in United States dollars, except during periods of United States dollars exchange restrictions, and will be deposited by the Management Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the Interest certificate or certificates, if any, representing the Interest specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the Interests specified in such purchase notice shall have any further interest in such Interests or any of them, or any claim against the Portfolio or its assets in respect thereof, except the right of the Interestholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the Interest certificate or certificates as aforesaid.»

4. In Article 20) «Redemption» in the sixth paragraph, first line, the word «registered» is to be deleted.

5. In article 22) «Suspension of Calculations of Net Assets», the last paragraph shall be amended so as to read:

«Any suspension will be notified to those Interestholders who have requested redemption and shall be notified to all Interestholders of the relevant Series if in the opinion of the Management Company such suspension is likely to exceed two weeks.»

6. In Article 24) «Charges of the Portfolio», under «Other expenses», last indent, the words «distributing public notices» is to be replaced by «distributing notices».

7. Article 28) «Publications» is to be renamed and reworded as follows:

«**Art. 28. Publications.** The Net Asset Value, the issue price and the redemption price per Interest will be available in Luxembourg at the registered offices of the Management Company and the Custodian.

The audited annual reports and the unaudited semi-annual reports of the Portfolio are sent to the Interestholders at their address appearing in the register of Interestholders.

Any amendments to these Management Regulations will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg.»

These amendments shall become effective on 27 September 1999.

Luxembourg, 6 September 1999.

ALTERNATIVE MANAGEMENT

COMPANY S.A.

Signatures

BANQUE PRIVEE EDMOND DE

ROTHSCHILD LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 1999, vol. 528, fol. 62, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(43065/260/102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 1999.

THE CM INSTITUTIONAL FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office L-8010 Strassen, 166, route d'Arlon.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the nineteenth day of August.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Luxembourg).

There appeared:

1) CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., having its principal office at 166, route d'Arlon, L-8010 Strassen, represented by Mrs Sandra Mc Auliffe, manager, residing in Douglas, Isle of Man, pursuant to a proxy dated of 9th August 1999

2) CMI INSURANCE (LUXEMBOURG) S.A., having its principal office at 166, route d'Arlon, L-8010 Strassen, represented by Mrs Sandra Mc Auliffe, prenamed, pursuant to a proxy dated of 9th August 1999.

The proxies given, signed ne varietur by all appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a company which they form between themselves:

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued a limited liability company - société anonyme - in the form of a «société d'investissement à capital variable» under the name of THE CM INSTITUTIONAL FUND (the «Company»).

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. The object of the Company is to place the funds available to it in securities of all types with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its object, always however remaining within the limits established by the Luxembourg law of July 19, 1991 on undertakings for collective investment, the securities of which are not intended to be placed with the public.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Strassen in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors (the «Board»).

If the Board determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which could interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The Company's capital shall be at any time equal to its total assets (the «Net Asset Value»), as defined in article twenty-one hereof, and shall be represented by shares of no par value (the «Shares»).

The minimum share capital of the Company shall be the equivalent in British Pounds («GBP») of fifty million Luxembourg Francs (50,000,000 LUF). Such minimum must be achieved within six (6) months from the date that the Company has been authorized as an undertaking for collective investment.

The Board is authorized without limitation to issue at any time further fully paid Shares at a price based on the respective Net Asset Value per Share (the «Net Asset Value Per Share»), determined in accordance with article twenty-one hereof, without reserving to the existing shareholders of the Company a preferential right of subscription to the additional Shares to be issued. The Board may delegate to any Director or duly authorized officer of the Company or to any duly authorized person the power and duty to accept subscriptions and to receive payment for such new Shares and to issue and deliver them.

Shares may, as the Board shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of Shares shall be invested pursuant to article three hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or/and with such specific distribution policies and/or with specific sales charge structures as the Board shall from time to time determine with respect to each class of Shares.

The Board may further decide to create within each class of Shares two or more sub-classes, whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where a specific sales and redemption charge structure, fee structure, or other fee, charge or other sales load is applied to each sub-class. In these articles of incorporation, any reference to «class» shall also mean a reference to «sub-class» unless the context otherwise requires.

The different classes of Shares may be denominated in currencies to be fixed by the Board, provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in GBP, be translated into GBP and the capital of the Company shall be the aggregate total net assets of all the classes of Shares.

Art. 6. Shares will be issued in registered form only. Shareholders will receive confirmations of their shareholding.

Shares may be issued only if the subscription is accepted and the purchase price is received by the Company or its appointed agent. The subscriber will, upon issue of the Shares, receive title to the Shares purchased by him.

Payments of dividends will be made to such shareholders by bank transfer or by cheque sent to their respective addresses as they appear in the register of shareholders (the «Register») or to addresses specifically indicated by the shareholders for such purpose.

All issued Shares shall be registered in the Register, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated for such purpose by the Company. The Register shall contain the name of each holder of Shares, his residence or elected domicile and the number of Shares held by him. Every transfer and devolution of a Share shall be entered in the Register.

Transfer of Shares shall be effected by delivering to the Company or its appointed agent an instrument of transfer satisfactory to the Company or its appointed agent.

Each shareholder must provide the Company with an address where a notice or an announcement to the shareholder may be received. All notices and announcements from the Company to shareholders may be sent to such address, which will also be entered in the Register.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and his address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote with respect to such fraction but shall, to the extent the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis.

Art. 7. The Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease indefinitely, or limit the issue of shares at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries and territories. The Company may exclude certain persons or corporate bodies from the acquisition of shares, if such measure is necessary for the protection of the Company and its shareholders. Without the express authorization of the Board of Directors, United States citizens or residents and other «U.S. Persons» are prohibited from purchasing, receiving by transfer, or owning directly or indirectly shares of the Company. Generally, the term «U.S. Person» shall mean any investor who is a «U.S. Person» for purposes of Regulation S promulgated under the United States Securities Act of 1933 or a «United States Person» within the meaning of §7701 of the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.

Further, the Company may: (a) reject at its discretion any application for shares; (b) redeem at any time the shares held by shareholders who are excluded from purchasing or holding shares or whose account falls below the minimum account maintenance requirement applicable to the relevant class of shares.

Art. 8. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of its shareholders. Its resolutions shall be binding upon all shareholders.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, at 11:00 a.m. on the third Monday in the month of January; the first such meeting shall be held in 2001. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such time and place as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time provided by law shall govern the notice for and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these articles of incorporation. On any matter which affects only the interests of a certain class of Shares of the Company or any sub-class of such class, only the holders of Shares of that class or sub-class, as the case may be, are entitled to vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the Shares present or represented and voting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the shareholders may be convened by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda, sent by mail at least eight (8) days prior to the date of the meeting to the shareholders' addresses in the Register.

However, if all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they declare themselves to be fully informed of its agenda, the meeting may be held without notice or publicity having been given or made.

Art. 11. The Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) members who need not be shareholders of the Company. A majority of the Board of Directors shall at all time comprise persons not resident for tax purposes in the United Kingdom.

The Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and have accepted such appointment or, if later, ending at the date of such election and acceptance; provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, a Director may be designated in the manner provided by law to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 12. The Board may appoint from among its members a Chairman and may appoint from among its members a Vice-Chairman. It may also appoint a secretary and an assistant secretary, each of whom need not be a Director. The secretary, or in his absence, the assistant secretary, shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. A meeting of the Board may be convened by the Chairman or by two Directors at the place indicated in the notice of the meeting, but so that no meetings may take place in the United Kingdom.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board and of the shareholders, but in his absence, the shareholders or the Board may appoint another Director, and in case of a shareholders' meeting, any other person as chairman pro tempore by a vote of the majority of those present at such meeting.

The Board may from time to time appoint an investment manager or adviser and/or such other officers as may be considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers so appointed, unless otherwise stipulated in these articles of incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of the circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

That notice may be waived by the consent of each Director. Such consent may be made orally (if later confirmed in writing), in writing or by facsimile other legally permitted method. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

A Director may act at a meeting of the Board by appointing, orally (if later confirmed in writing), in writing or by facsimile or other legally permitted method, another Director as his proxy.

Except as stated below, the Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors is in attendance (which may be by way of a conference telephone call) or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

The Directors may also adopt by unanimous vote a circular resolution, which can be effected by each Director expressing his consent on one or several separate identical instruments in writing or by telex, telegram, telecopier message or other legally permitted method (in each such case confirmed in writing), which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

Art. 13. The minutes of any meeting of the Board and of the general meeting of shareholders shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or by the secretary or by any two Directors.

Art. 14. The Board is vested with the broadest powers permitted by law to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to individuals or corporate entities who need not be members of the Board, acting under the supervision of the Board.

The Board shall have, based upon the principle of spreading of risks, the power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restriction that shall from time to time be applicable to the investments of each class of Shares.

Art. 15. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Except as otherwise provided in this article fifteen, any Director or officer of the Company who serves as a Director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any material personal interest in any transaction of the Company (other than a transaction relating to the purchase or sale of the assets of the Company), he shall make known to the Board such material personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such Director's or officer's material interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The term «personal interest,» as used in this article fifteen, shall not include any interest arising solely because the matter, position or transaction involves Clerical Medical Investment Group Limited or any of its direct or indirect affiliates or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

Art. 16. The Directors, officers, employees and agents of the Company shall be indemnified by the Company against liability and related expenses in connection with any claim brought against such person by reason of his having been such Director, officer, employee or agent, provided that no indemnity shall be provided against liability to the Company or its shareholders by reason of willful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of duties or with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith in the reasonable belief that his action was in the best interest of the Company.

Art. 17. Except as provided elsewhere in these articles of incorporation, the Company will be bound by the signature of any two Directors of the Company or in any other way determined by a resolution of the Board.

Art. 18. The operations of the Company and its financial situation, including particularly its books, shall be supervised by one or several auditors that shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honorableness and professional experience and which shall carry out the duties prescribed by the Luxembourg law of March 30, 1988 on undertakings for collective investment. The auditors shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until their successors are elected.

The auditors in office may be removed at any time by the Board or the shareholders with or without cause.

Art. 19. As more especially prescribed hereinbelow, the Company has the power to acquire for its own account, for valuable consideration, its Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

A shareholder of the Company may request the Company to redeem all or any lesser number of his Shares and the Company shall redeem such Shares within the sole limitations set forth by law and in these articles of incorporation and subject to any event giving rise to suspension as referred to in article twenty hereof.

A redemption request shall be irrevocable, except in case of and during any period of suspension of redemptions.

Any such request must be filed by the shareholder in written form. The redemption price shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of Shares, as determined in accordance with the provisions of article twenty-one hereof on the applicable Valuation Date, less a provision for dealing charges if the Board so decides, and less any charge as the sales documents may provide. The relevant redemption price may be rounded downwards as the Board may decide.

Confirmation of redemption will be made to the shareholder and redemption proceeds will be paid within seven (7) Luxembourg bank business days following the applicable Valuation Date by check or wire, after receipt by the Transfer Agent of the redemption request and any necessary documents in good order.

The Board may, with respect to any class of Shares of the Company, extend the period for payment of redemption proceeds to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets attributable to such class of Shares shall be invested. The Board may also, in respect of any class of Shares, determine a notice period required for lodging any redemption request. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of Shares of the Company and any applicable notice period will be publicized in the offering documents.

Redemption proceeds may also be paid by means of a delivery in kind of securities or other assets held by the Company, having due regard to the principle of equal treatment of all shareholders. Any redemption in kind shall be subject to review by the Company's auditors.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his Shares of one class into Shares of another class at the respective Net Asset Values of the Shares of the relevant classes, provided that the Board may impose such restrictions or prohibitions as to, inter alia, conversion or frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the offering documents of such Shares.

If the requests for redemption and/or conversion received for any class of Shares or any specific Valuation Date exceed a certain percentage of all Shares in issue of such class, such percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the offering documents of the Shares being redeemed or converted, the Board may defer such redemption and/or conversion requests for up to seven (7) days or until it has sold the corresponding assets of such class of Shares. The Board may give priority to such delayed redemption requests over later requests.

If the offering documents of the Shares so provide, any redemption or conversion by a single shareholder must be in an amount of at least the minimum account maintenance requirement (or its equivalent) of the Shares, as determined from time to time by the Board.

If a redemption or conversion or sale of Shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of Shares of one class below the minimum account maintenance requirement as the Board shall determine from time to time, and if the offering documents of the Shares so provide, such shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his Shares of such class.

If following a compulsory redemption of all the Shares of a share class a former shareholder has not requested payment of the redemption price during a period of six (6) months following such compulsory redemption, then the amount in question shall be deposited with the Caisse des Consignations for the benefit of the persons entitled thereto.

Nothing in this article nineteen shall limit the rights of the Company to, or alter the manner in which the Company may, purchase Shares of the Company held by any U.S. Person or any prohibited person, as provided by article seven of these articles of incorporation.

Art. 20. For the purpose of determining the issue, conversion and redemption price thereof, the Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each class of Shares by the Company from time to time, but in no instance less than once monthly, as the Board by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a «Valuation Date»).

The offering price and the price at which Shares are converted or redeemed, as well as the Net Asset Value Per Share, shall be available and may be obtained at the registered office of the Company.

The Board may temporarily suspend determination of the Net Asset Value in any class and, as a result, the issuance, redemption and conversion of the Shares in any of the following circumstances, in addition to any circumstance provided for by law, during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when:

- (a) Any market or stock exchange that is the principal market or stock exchange for a significant part of the investments of such class is closed or trading on which is restricted or suspended;
- (b) An emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments that constitute a substantial portion of the assets of such class, or it is impossible to transfer money involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange, or it is impossible fairly to determine the value of any assets in such class;
- (c) There is any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of the investments of such class or the current prices on any market or stock exchange;
- (d) The prices of any investment held by such class cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained;
- (e) Remittance of money that will or may be involved in the purchase or sale of any of the investments of such class cannot, in the opinion of the Board, be affected at normal rates of exchange; and
- (f) There are massive redemption requests in such class on a Valuation Date.

Any such suspension shall be publicized, if appropriate, by the Company and the shareholders requesting issuance, redemption or conversion of their shares by the Company shall be notified at the time of the filing of the written request for such issuance, redemption or conversion.

Such suspension as to any class of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the Shares of any other class of Shares.

Art. 21. The Net Asset Value of Shares of each class of Shares shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of Shares as determined by the Board and shall be determined in respect of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of Shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the Board may determine, by the number of Shares of the relevant class then outstanding and by rounding the resulting sum to the nearest smallest unit of the currency concerned. Determinations of Net Asset Value shall be made in accordance with the following principles.

A. In addition to those assets that are described in the offering documents for such class of Shares, the assets of the Company shall also be deemed to include:

- (a) All cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (b) All bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of assets sold but not delivered);
- (c) All bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;
- (d) All stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of investments caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);
- (e) All interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(f) All other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The assets of the Company shall be valued as provided below:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) The value of securities which are quoted or dealt in on any stock exchange is based on the last price available prior to midday on the relevant Valuation Date.

3) The value of securities dealt in on a regulated market is based on the last price available prior to midday on the relevant Valuation Date.

4) In the event that any of the securities held in the Company's portfolio on the relevant Valuation Date are not quoted or dealt in on any stock exchange or regulated market or if, with respect to securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any regulated market, the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2) or 3) is not representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) All loans, bills and accounts payable;

(b) All accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fees, management fees, custodian fees and fees for corporate agents);

(c) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Date falls on the record date for determination of the persons entitled thereto or is subsequent thereto;

(d) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves if any authorized and approved by the Board; and

(e) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company.

In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its administrative agent, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees and expenses incurred in connection with the listing of the Shares of the Company on any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal or auditing services, promotional, printing, translation, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the offering documents, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a pool of assets for each class of Shares in the following manner:

(a) the proceeds to be received from the issue of Shares of a specific class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets and liabilities to which such class of Shares relates, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such pool attributable to the class of Shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding pool subject to the provisions of this article; (b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool; (c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool, and within such pool to the class of Shares concerned if such liability constitutes a class specific liability or if the asset, in connection with which the action has been taken, constitutes a class specific asset;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net asset values of the relevant classes of Shares provided that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;

(e) when class-specific expenses are paid and/or higher dividends are distributed to Shares of a given class, the net asset value of the relevant class of Shares shall be reduced by such expenses and/or by any excess of dividends paid to holders of Shares of one class over that paid to holders of the other class or classes (thus decreasing the percentage of the total net asset value of the Company or of the pool, as the case may be, attributable to such class of Shares) and the net asset value attributable to the other class or classes of Shares shall remain the same (thus increasing the percentage of the total net asset value of the Company or of the pool, as the case may be, attributable to such other class or classes of Shares);

(f) when class-specific assets are held, the cost thereof shall be treated as a class specific expense at the time when such class-specific assets are acquired and the value of such class specific assets shall be attributed only to the relevant Share class and when class specific assets cease to be attributable to one class only, and/or when income or assets derived therefrom are to be attributed to several classes of Shares issued in connection with the same pool, the share of the relevant class of Shares in the pool shall increase in the proportion of such contribution; and

(g) whenever Shares are issued or redeemed, the share in the relevant pool attributable to the corresponding class of Shares shall be increased or decreased by the amount received or paid, as the case may be, by the Company for such issue or redemption.

Art. 22. Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the aggregate of (a) the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of shares determined as provided in the offering documents for such Shares, (b) a charge (if any) at the rate determined by the Board, which reverts to the Company, and (c) such sales charges (if any) as the offering documents of such Shares may provide. Any remuneration to agents active in the placing of the shares shall be paid from such sales charge.

If since midday on any Valuation Date there has been a material change in the quotations on the markets in which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a particular class of shares are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel that valuation and carry out a further valuation, provided that all issues, redemptions and switchings as of that Valuation Date shall be carried out pursuant to such last valuation.

Subscriptions are only dealt with upon receipt of cleared funds.

Art. 23. The accounting year of the Company shall begin on October 1 and shall terminate on September 30 of the next year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of incorporation and which shall terminate on September 30, 2000. The accounts of the Company shall be expressed in GBP. When there shall be different classes as provided for in article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into GBP and added together for the purpose of the determination of the capital of the Company.

Art. 24. Within the limits provided for by law, the general meeting of shareholders of each class of shares which are related to a specific pool of assets and liabilities within the Company, shall, upon the proposal of the Board in respect of such class of Shares, determine the manner in which the annual results shall be disposed. Dividends, if any, will be declared on the number of Shares of the class concerned outstanding at the dividend record date, as that date is determined by the Board in the case of an interim dividend, or by the general meeting of shareholders of the Company in any case of the final dividend, and will be paid to the holders of such Shares within two months of such declaration. Dividends, if declared, will be paid either in cash or in the form of additional shares and may include such amounts of revenue otherwise as may be permitted by law.

Subject to the conditions fixed by law, the Board may pay out an advance payment on dividends on the Shares of any class of shares. If the Board decides to make an advance payment or dividend on the Shares of any class of Shares, the Board shall fix the amount and the date of any such advance payment in respect of each class of Shares.

Upon the creation of a class of shares, the Board may decide that all Shares of such class shall be capitalization Shares and that, accordingly, no dividends will be distributed in respect of the Shares of such class. The Board may also decide that there shall be issued, within the same class of shares, two sub-classes, where one sub-class is represented by capitalization Shares and the second sub-class is represented by dividend Shares. No dividends shall be declared in respect of capitalization Shares issued as aforesaid.

Art. 25. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The liquidators may, with the consent of the shareholders expressed in the manner provided for by Articles 67 and 142 of the Luxembourg law on commercial companies, transfer all assets and all liabilities of the Company to any other Luxembourg or foreign collective investment undertaking against issue to existing shareholders of shares or certificates of such entity in proportion to their share holding in the Company.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of Shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each class in proportion of their holding of Shares in such class.

Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto at the Caisse des Consignations in Luxembourg.

The Board of Directors of the Company may decide to liquidate a class of shares if the net assets of such class fall below GBP 2,500,000.- or if a change in the economical or political situation relating to the class concerned would justify such liquidation, subject to making appropriate provisions to meet expected liquidation expenses. The decision of the liquidation will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the class concerned will be deposited with the custodian for a period of six months after the close of liquidation. After such time, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of their beneficiaries.

Under the same circumstances as provided in the preceding paragraph, the Board of Directors may decide to close down a class of shares by contribution into another class. In addition, such merger may be decided by the Board of Directors if required by the interests of the shareholders of the relevant classes. Such decision will be published in the same manner as described in the preceding paragraph and, in addition, the publication will contain information in relation to the new class. Such publication will be made one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving contribution into another class becomes effective.

The Board of Directors may also, under the same circumstances as provided above, decide to close down one class of shares by contribution into another collective investment undertaking governed by Part I of the Luxembourg law of 30th March, 1988. In addition, such merger may be decided by the Board of Directors if required by the interests of the shareholders of the relevant class. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the other collective investment undertaking. Such publication will be made one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving contribution into another collective investment undertaking becomes effective. The merger arrangement will require an auditors' report in a similar manner as required by Luxembourg law for the merger of commercial companies. In case of contribution to another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the merger.

In the event that the Board of Directors determines that it is required by the interests of the shareholders of the relevant class or that a change in the economical or political situation relating to the class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one class of shares, by means of a division into two or more classes, may be decided by the Board of Directors. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new classes. Such publication will be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge before the operation involving division into two or more classes becomes effective.

The offering documents issued by the Company may provide that the decisions to liquidate, to merge or to reorganise a class of shares in the circumstances and in the manner described in the four preceding paragraphs may be taken at a meeting of the shareholders of the class to be liquidated, merged or reorganised where no quorum is required and where the decision to liquidate, merge or reorganise must be approved by shareholders holding at least 50% of the shares represented at the meeting.

Art. 26. These articles of incorporation may be amended by a resolution of the shareholders at an extraordinary shareholders's meeting, subject to any quorum and voting requirements to which the Company may be subject.

Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any class vis-à-vis those of any other class also shall be subject to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 27. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as well as the Luxembourg law of July 19, 1991 on undertakings for collective investment, the securities of which are not intended to be placed with the public.

Subscriptions and payment

The shares have been subscribed as follows:

Subscriber	Number of Shares	Payments
1) CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.	1,199	29,975 GBP
2) CMI INSURANCE (LUXEMBOURG) S.A.	1	25 GBP
Total:	1,200	30,000 GBP

The shares have been paid up to the extent of one hundred per cent, by payment in cash, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately two hundred and fifty thousand Luxembourg francs.

Statement

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by article 26 of the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Extraordinary general meeting

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The following persons are appointed directors for a period ending at the next general meeting:

- N. R. Gardner, Director, CMI INSURANCE COMPANY LIMITED, Isle of Man
- B. Macdonald, Director, CLERICAL MEDICAL INVESTMENT GROUP LIMITED, London
- P. Meyers, Doctor at Law, Luxembourg
- M. S. Robinson, Chief Executive, CMI FINANCIAL SERVICES LIMITED, Bristol
- K. U. Sanne, Luxembourg
- D. U. Schuster, Director, CMI FINANCIAL MANAGEMENT SERVICES LIMITED, Isle of Man
- J. Elvinger, Partner, ELVINGER, HOSS & PRUSSEN, LUXEMBOURG
- S. Friend, Director, CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Luxembourg

Second resolution

Has been appointed statutory auditor:

KPMG AUDIT, 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Third resolution

The registered office is fixed at 166, route d'Arlon, L-8010 Strassen.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed was worded in English followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le dix-neuf août.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

Ont comparu:

1) CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. ayant son principal établissement au 166, route d'Arlon, L-8010 Strassen,

représenté par Madame Sandra Mc Auliffe, gérante, demeurant à Douglas (Ile de Man), en vertu d'une procuration datée du 9 août 1999

2) CMI INSURANCE (LUXEMBOURG) S.A., ayant son principal établissement au 166, route d'Arlon, L-8010 Strassen,

représentée par Madame Sandra Mc Auliffe, prénommée, en vertu d'une procuration datée du 9 août 1999

Les procurations prémentionnées, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées à ce document pour être soumises à l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (la «Société») sous la dénomination de THE CM INSTITUTIONAL FUND.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée indéterminée. La Société peut être dissoute à tout moment par résolution des actionnaires approuvée de la manière prévue pour les modifications des présents statuts.

Art. 3. L'objet de la Société est de placer les fonds disponibles dans des valeurs mobilières de toute sorte dans le but de répartir les risques d'investissement et d'accorder la gestion de son portefeuille.

La Société peut effectuer toutes opérations qu'elle considérera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objectif, restant néanmoins toujours dans les limites établies par la loi luxembourgeoise du 19 juillet 1991 sur les organismes de placement collectif dont les actions ne sont pas destinées à être offertes au public.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Strassen, au Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé par résolution du Conseil d'Administration (le «Conseil») des succursales ou autres bureaux tant au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le Conseil estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou encore la communication aisée entre son siège et des personnes se trouvant à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure temporaire n'a toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant le transfert provisoire de son siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital social sera à tout moment égal à l'actif net total de la Société (la «Valeur Nette d'Inventaire») tel que défini à l'article 21 des présents statuts et sera représenté par des actions sans valeur nominale (les «Actions»).

Le capital minimum de la Société est l'équivalent en livres sterling («GBP») de cinquante millions de francs luxembourgeois (50.000.000,- LUF). Ce minimum doit être atteint dans un délai de 6 mois à partir de la date à laquelle la Société a été agréée comme organisme de placement collectif.

Le Conseil est autorisé sans limitation à émettre à tout moment, à la valeur nette d'inventaire par action («la Valeur Nette d'Inventaire par Action»), déterminée en conformité avec l'article 21 des présents statuts, des actions supplémentaires entièrement libérées, sans réserver aux actionnaires anciens de la Société un droit préférentiel de souscription aux Actions supplémentaires à émettre. Le Conseil peut déléguer à tout administrateur ou à tout fondé de pouvoirs de la Société dûment autorisée ou à toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir et la charge d'accepter des souscriptions, de recevoir des paiements pour les nouvelles Actions et les émettre et les livrer.

Les Actions peuvent, ainsi que le Conseil en décidera, être de différentes catégories dont les produits de souscription seront investis conformément à l'article 3 ci-dessus dans des valeurs mobilières ou autres avoirs correspondants à de tels régions géographiques, secteurs industriels ou zones monétaires, ou à des catégories spécifiques d'Actions ordinaires ou de titres de créance et/ou auront des politiques de distribution spécifiques et/ou à des structures de vente spécifiques déterminés de temps en temps par le Conseil pour chaque catégorie d'Actions.

Le Conseil peut également décider de créer, à l'intérieur de chaque catégorie d'Actions, deux ou plusieurs sous-catégories dont les avoirs seront investis en commun, conformément à la politique d'investissement spécifique de la catégorie concernée, mais où une structure spécifique de commissions de vente et de rachat, frais de structure, ou autres frais, charges ou autres frais de vente est appliquée à chaque sous-catégorie.

Dans ces articles de la constitution, chaque référence à «catégorie» vaut aussi comme référence à «sous-catégorie» sous réserve que le contexte le veuille autrement.

Les différentes catégories d'Actions peuvent être libellées en devises déterminées par le Conseil, étant entendu que pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets attribuables à chaque catégorie seront, s'ils ne sont pas exprimés en GBP, convertis en GBP et le capital de la Société sera le total des avoirs nets de toutes les catégories d'actions.

Art. 6. Les Actions sont émises sous forme nominative seulement. Les actionnaires recevront des confirmations de leur participation.

Les Actions ne pourront être émises que sous réserve de l'acceptation de la souscription et de la réception du prix de souscription par la Société ou son mandataire désigné. Le souscripteur sera, dès leur émission, propriétaire des Actions par lui souscrites.

Le paiement de dividendes se fera à un compte indiqué par les actionnaires ou par chèque envoyé aux adresses des actionnaires telles qu'inscrites au registre des actionnaires (le «Registre») ou à une adresse spécialement indiquée à cet effet par l'actionnaire.

Toutes les Actions émises seront inscrites dans le Registre qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées par elle à cet effet. Le Registre contiendra le nom de chaque détenteur d'Actions, son adresse ou domicile élu et le nombre des Actions détenues par lui. Tout transfert et toute dévolution d'une Action sera inscrit dans le Registre.

Le transfert d'Actions se fera par la remise à la Société ou à son mandataire d'un document de transfert jugé probant par la Société ou son mandataire.

Tout actionnaire devra fournir à la Société une adresse où une notification et un avis peuvent lui être envoyés. Toute notification et tout avis de la Société à ces actionnaires pourront être envoyés à cette adresse qui sera également inscrite au Registre.

Au cas où un tel actionnaire ne fournirait pas une telle adresse, la Société pourra autoriser l'inscription d'une mention à cet effet dans le Registre et son adresse sera alors réputée être au siège social de la Société ou à toute autre adresse que la Société y mentionnera de temps en temps, ce jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société. L'actionnaire pourra à tout moment changer son adresse inscrite au Registre, au moyen d'une communication écrite envoyée à la Société en son siège social ou à toute autre adresse indiquée par la Société de temps à autre.

Si le paiement effectué par un souscripteur résulte dans l'émission d'une fraction d'Action, la personne bénéficiant d'une telle fraction ne sera pas autorisée à voter pour cette fraction, mais aura, dans la limite que la Société devra déterminer concernant le calcul des fractions, droit à des dividendes ou autres distributions au prorata.

Art. 7. La Société peut, à sa discrétion, cesser temporairement, terminer indéfiniment ou limiter l'émission d'Actions à tout moment à des personnes physiques ou personnes morales habitant ou établies dans certains pays et territoires. La Société peut exclure certaines personnes physiques ou personnes morales de l'acquisition des Actions, si cette mesure est nécessaire pour la protection de la Société et des actionnaires.

Sans l'autorisation expresse du Conseil, les citoyens ou résidents des Etats-Unis ou autres «personnes des Etats-Unis» ne sont pas autorisés à acheter, recevoir par transfert, ou posséder directement ou indirectement les Actions de la Société. Généralement, le terme «personnes des Etats-Unis» signifie tout investisseur qui est une «personne des Etats-Unis» au sens de la réglementation S promulguée sous United States Securities Act de 1933 ou au sens du paragraphe 7701 du US Internal Revenue Code de 1986, modifié.

De plus, la Société peut:

- (a) rejeter à sa discrétion toute demande d'Actions
- (b) racheter, à tout moment, les Actions possédées par les actionnaires qui sont exclus de l'achat ou de la possession d'Actions ou dont le compte tombe en-dessous du minimum du compte de maintenance exigé applicable à la catégorie d'Actions en question.

Art. 8. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble de ses actionnaires. Les décisions de l'assemblée sont obligatoires pour tous les actionnaires.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou en tout autre endroit à Luxembourg désigné dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois de janvier à 11.00 heures; la première assemblée se tiendra en 2001. Si ce jour est un jour férié à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable suivant à Luxembourg. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si, de l'appréciation souveraine et définitive du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées d'actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Les quorums et délai prévus par la loi s'appliqueront aux convocations et à la tenue des assemblées d'actionnaires de la Société, sauf dispositions contraires des présentes.

Toute Action donne droit à une voix, sous réserve des restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Sur des questions qui touchent seulement les intérêts d'une certaine catégorie d'actions de la Société ou d'une sous-catégorie d'une telle catégorie, seuls les détenteurs d'actions de cette catégorie ou sous-catégorie, selon le cas, ont le droit de voter. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions prises lors d'assemblées générales des actionnaires dûment convoquées seront approuvées à une majorité simple des Actions présentes ou représentées et participant au vote.

Le Conseil peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Art. 10. Les assemblées des actionnaires pourront être convoquées par le Conseil par convocation contenant l'ordre du jour et, envoyée par lettre au moins huit jours avant la date de l'assemblée, à l'adresse des actionnaires telle qu'indiquée dans le Registre.

Toutefois, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci pourra se tenir sans avis de convocation ou publication préalable.

Art. 11. La Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois membres, qui peuvent ne pas être actionnaires. La majorité du Conseil devra à tout moment comprendre des personnes qui ne résident pas, pour des raisons fiscales, au Royaume-Uni.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires réunis en assemblée générale, pour un terme expirant lors de la prochaine assemblée générale et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus et accepté leurs fonctions, ou, si cela n'est pas encore le cas, jusqu'à la date d'une telle élection et acceptation, sauf qu'un administrateur pourra être révoqué, avec ou sans motif, et/ou remplacé à tout moment par résolution approuvée par les actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou autrement, il pourra, dans les conditions prévues par la loi, être procédé à la cooptation d'un nouvel administrateur, pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Le Conseil désignera parmi ses membres un Président et pourra désigner parmi eux un Vice-Président. Il pourra aussi désigner un secrétaire et un secrétaire assistant qui peuvent ne pas être administrateurs. Le secrétaire, et en son absence le secrétaire assistant, sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des assemblées générales des actionnaires. Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation mais de façon qu'aucune réunion ne pourra se tenir au Royaume-Uni.

Le Président du Conseil présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et toutes les réunions du Conseil. Cependant, en son absence, les actionnaires ou le Conseil pourront désigner un autre administrateur pro tempore, et pour les assemblées des actionnaires toute autre personne, comme président de la réunion, par vote majoritaire de tous ceux qui sont présents à cette réunion.

Le Conseil pourra, de temps à autre, nommer un gestionnaire ou conseiller en investissement et/ou d'autres fondés de pouvoirs jugés nécessaires à l'activité et à l'administration de la Société. Ces nominations pourront être révoquées à tout moment par le Conseil. Les fondés de pouvoirs n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Les fondés de pouvoirs auront, sauf dispositions contraires des présents statuts, les pouvoirs et devoirs qui leur auront été conférés par le Conseil.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation.

Il pourra être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment de chaque administrateur. Cet assentiment peut être donné oralement (si confirmé ultérieurement par écrit), par écrit ou par fax ou toute autre voie permise par la loi. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions du Conseil se tenant à des heures et à des endroits fixés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Un administrateur pourra se faire représenter lors d'une réunion du Conseil en désignant oralement (si confirmé ensuite par écrit), par écrit ou par fax ou par tout autre procédé autorisé par la loi un autre administrateur en tant que mandataire.

Sous réserve de ce qui sera dit ci-après, le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs participe à la réunion (ce qui pourra se faire au moyen d'une conférence organisée par téléphone) ou y est représentée. Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors d'une telle réunion.

Les administrateurs pourront également approuver par un vote unanime le texte d'une résolution circulaire, en donnant leur accord, sur un ou plusieurs documents identiques séparés, par écrit ou par télex, télégramme ou message télécopié, ou toute autre voie permise par la loi (confirmés dans chacun de ces cas par écrit), lesquels constitueront tous ensemble le procès-verbal approprié documentant une telle décision.

Art. 13. Les procès-verbaux des réunions du Conseil et des assemblées générales des actionnaires seront signés par le Président ou, en son absence, par la personne qui aura assumé pro tempore la présidence de la réunion.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président du Conseil ou par le secrétaire ou par deux quelconques administrateurs.

Art. 14. Le Conseil a tous les pouvoirs autorisés par la loi pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil.

Le Conseil peut déléguer ses pouvoirs de gestion journalière et affaires de la Société et ses pouvoirs d'accomplir des actes en exécution des objectifs de la Société et de son objet social, à des personnes physiques ou morales qui peuvent ne pas être membres du Conseil, et qui agiront sous la supervision du Conseil.

Le Conseil a, en particulier, le pouvoir de déterminer la politique générale et d'investissement et la conduite de la gestion et des affaires de la Société, sous réserve de la répartition des risques.

Le Conseil déterminera également toute restriction qui sera applicable de temps en temps aux investissements de chaque catégorie d'actions.

Art. 15. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf si c'est prévu autrement dans cet article 15, un administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, au motif d'une appartenance à cette société ou firme, empêché de donner son avis, de voter ou d'agir sur toutes questions relatives à un tel contrat ou opération.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une des opérations de la Société (autre qu'une transaction concernant l'achat ou la vente des avoirs de la Société), il en informera le Conseil et il ne donnera pas d'avis ni ne votera sur une telle opération et cette opération ainsi que l'intérêt qu'un administrateur ou fondé de pouvoirs y a, seront reportés à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le terme «un intérêt personnel» tel qu'énoncé dans cet article, ne s'appliquera pas à un intérêt né uniquement du fait que la matière, position ou transaction concerne Clerical Medical Investment Group Limited ou l'une quelconque de ses sociétés affiliées, directement ou indirectement, à celle-ci, ou toute autre société ou entité que le Conseil déterminera discrétionnairement de temps à autre.

Art. 16. La Société indemnisera tout administrateur, fondé de pouvoirs, employé et agent de la Société des responsabilités et des dépenses encourues par eux en relation avec toute action, en raison du fait qu'ils ont été administrateur, fondé de pouvoirs, employé ou agent de la Société sous condition qu'aucune indemnisation ne sera fournie contre la responsabilité de la Société ou ses Actionnaires, en raison d'un comportement volontairement fautif, mauvaise foi, négligence grave ou méconnaissance grave des devoirs ou en ce qui concerne tous les faits pour lesquels il a été jugé qu'il n'a pas agi de bonne foi dans la croyance légitime que son action était dans le meilleur intérêt de la Société.

Art. 17. Sauf disposition contraire des présentes, la Société sera engagée par les signatures des deux administrateurs de la Société, ou encore de toute autre manière telle que déterminée par une résolution du Conseil.

Art. 18. Les opérations de la Société et sa situation financière, y compris notamment ses livres, seront supervisés par un ou plusieurs réviseurs qui devront satisfaire aux exigences de la loi luxembourgeoise concernant l'honorabilité et l'expérience professionnelle et devront exécuter les devoirs prévus par la loi du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif. Les réviseurs seront élus par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une durée prenant fin à la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Les réviseurs en fonction peuvent être révoqués à tout moment par le Conseil ou les actionnaires avec ou sans raison.

Art. 19. Conformément aux modalités fixées ci-après, la Société a le pouvoir d'acquérir à tout moment pour son propre compte, moyennant une contrepartie adéquate, ses Actions, dans les limites prévues par la loi.

Un actionnaire de la Société peut demander à celle-ci de racheter tout ou partie de ses Actions et la Société rachètera dans ce cas ces Actions compte tenu seulement des limitations de la loi et des présents statuts et sous la réserve de tout événement donnant lieu à une suspension, tel que décrit à l'article 20 des présents statuts.

Une demande de rachat sera irrévocable, sauf en cas et pendant la durée d'une suspension du rachat.

Une telle demande doit être présentée par écrit.

Le prix de rachat sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire de la catégorie concernée, telle que déterminée conformément aux dispositions de l'article 21 ci-après au Jour d'Evaluation considéré, moins une provision pour les frais de transaction si le Conseil en décide ainsi, moins une commission, tel que plus amplement décrit dans les documents de vente. Le prix de rachat pourra être arrondi vers le bas si le Conseil en décide ainsi.

La confirmation de rachat sera donnée aux actionnaires et les produits du rachat seront payés dans les sept (7) jours ouvrables au Luxembourg après le Jour d'Evaluation par chèque ou par virement, après réception par l'agent de transfert de la demande de rachat et de tous les documents nécessaires en bon ordre.

Le Conseil peut, en ce qui concerne une catégorie d'actions de la Société, étendre la période de paiement du prix de rachat à telle période qui est nécessaire pour rapatrier les produits réalisés lors de la vente des investissements dans le cas où il y a des entraves dues à une réglementation de contrôle des changes ou des contraintes similaires dans les marchés dans lesquels une partie substantielle des actifs attribuables à une telle catégorie sont investies. Le Conseil peut également pour chaque catégorie d'actions déterminer un délai de préavis pour rendre une demande de rachat. Le délai spécifique pour le paiement des produits de rachat d'une catégorie d'actions de la Société et tous les délais de préavis seront publiés dans les documents de vente.

Le produit de rachat peut également être payé en nature par remise de titres ou autres avoirs du portefeuille, en respectant le principe du traitement égalitaire de tous les actionnaires.

Chaque rachat sera soumis au contrôle des réviseurs d'entreprise de la Société.

Tout actionnaire peut demander la conversion de toutes ou partie de ses Actions en une catégorie en Actions d'une autre catégorie aux valeurs nettes respectives des Actions des catégories concernées, étant entendu que le Conseil peut imposer des restrictions ou prohibitions concernant, entre autres, la conversion ou la fréquence de conversion, et peut soumettre la conversion au paiement d'une charge telle que spécifiée dans les documents de vente.

Si les demandes pour le rachat et/ou la conversion reçue pour une catégorie d'Actions à un Jour d'Evaluation spécifique dépasse un certain pourcentage de toutes les Actions émises de cette catégorie, tel pourcentage étant déterminé par le Conseil de temps en temps et indiqué dans les documents de vente des Actions étant rachetées ou converties, le Conseil peut différer de telles demandes de rachat et/ou de conversion jusqu'à sept (7) jours ou jusqu'à ce que le Conseil a vendu les actifs correspondant de cette catégorie d'actions. Le Conseil peut donner priorité à ces demandes de rachat différées par rapport à des demandes ultérieures.

Si les documents de vente le stipulent ainsi, aucun rachat ou conversion par un actionnaire seul ne pourra, à part s'il en a été décidé autrement par le Conseil, être inférieur au montant d'exigence de détention minimale (ou son équivalent) des actions fixé de temps en temps par le Conseil.

Si un rachat ou une conversion ou une vente d'Actions devait réduire la valeur des Actions détenues par un seul actionnaire d'une catégorie en-dessous de l'exigence de détention minimale fixée par le Conseil de temps en temps, alors un tel actionnaire pourra être considéré comme ayant demandé le rachat ou la conversion, suivant le cas, de toutes ses Actions de cette catégorie.

Si suivant le rachat forcé de toutes les actions d'une catégorie d'actions, un ancien actionnaire n'a pas demandé le paiement du prix de rachat pendant une période de six (6) mois après ce rachat forcé, alors le montant en question sera déposé auprès de la Caisse des Consignations pour le compte des bénéficiaires.

Rien dans cet article 19 ne limitera les droits de la Société, ou modifiera la façon selon laquelle la Société peut acheter des actions de la Société détenues par une personne des Etats-Unis ou une personne prohibée comme défini dans l'article 7 de ces statuts.

Art. 20. Dans le but de déterminer le prix d'émission, de conversion et de rachat, la Valeur Nette d'Inventaire des Actions de la Société sera déterminée de temps en temps par la Société par les Actions de chaque catégorie d'Actions, mais en aucun cas moins qu'une fois par mois, tel que décidé par résolution du Conseil (chaque jour ou moment pour la détermination de la valeur de l'actif net sera considéré comme un «jour d'Evaluation»).

Le prix d'émission et le prix auquel les Actions sont converties ou rachetées, de même que la Valeur Nette d'Inventaire par Action seront disponibles et pourront être obtenus au siège social de la Société.

La Société peut suspendre temporairement la détermination de la valeur de l'actif net de ses Actions de toute catégorie, de même que l'émission et le rachat et la conversion de ses Actions de ses actionnaires, et dans toutes les circonstances suivantes, en plus des circonstances déterminées par la loi, pendant toute période (autre qu'un jour férié légal ou la fermeture hebdomadaire) où:

(a) tout marché ou bourse qui est un marché principal ou une bourse principale pour une partie significative des investissements de cette catégorie est fermé ou sur lequel les échanges sont limités ou suspendus;

(b) il existe une urgence dont le résultat sera que de la disposition ou l'évaluation des avoirs de la Société attribuables à une catégorie d'Actions est impossible ou lorsqu'il est impossible de transférer de l'argent impliqué dans l'acquisition ou la disposition des investissements à des taux d'échange normaux, ou lorsqu'il est impossible de déterminer correctement la valeur des actifs d'une telle catégorie; ou

(c) les moyens de communication ou de calcul normalement employés dans la détermination du prix ou de la valeur des investissements, ou du prix courant, ou des valeurs sur un marché ou bourse font défaut; ou

(d) les prix d'un investissement détenu par une catégorie ne peuvent pas être raisonnablement, promptement et correctement établis;

(e) le versement des fonds qui seront ou qui peuvent être impliqués dans l'achat ou la vente d'un investissement d'une catégorie, ne peut pas être effectué, dans l'opinion du Conseil, à des taux de change normaux; et

(f) il y a des demandes de rachat en masse, d'une telle catégorie à un jour d'évaluation.

Toute suspension sera publiée, le cas échéant, par la Société et sera notifiée aux actionnaires demandant l'émission, le rachat ou la conversion de leurs Actions, au moment où ils auront présenté la demande écrite pour une telle émission, rachat ou conversion.

Une telle suspension d'une catégorie d'Actions n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur de l'actif net, l'émission, le rachat et la conversion des Actions de toute autre catégorie d'Actions.

Art. 21. La valeur d'actif net des Actions de chaque catégorie de la Société doit s'exprimer dans la devise respective de chaque catégorie d'Actions fixée par le Conseil par un chiffre par action et sera évaluée pour chaque Jour d'Evaluation en divisant les avoirs nets de chaque catégorie d'Actions constitués par les avoirs attribuables à chaque catégorie, moins les engagements attribuables à chaque catégorie au moment ou moments que le Conseil va déterminer, par le nombre des Actions de cette catégorie en circulation, et en arrondissant vers le bas la somme obtenue à l'unité monétaire la plus proche de la devise en question.

L'évaluation se fait selon les principes qui suivent.

A. En plus des avoirs qui sont décrits dans les documents de vente d'une telle catégorie d'actions, les avoirs de la Société comprendront:

(a) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts échus;

(b) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles, (y compris les résultats de la vente des avoirs dont le prix n'a pas encore été touché);

(c) tous les titres, parts, actions, obligations, droits d'option ou de souscription et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de ou qui ont été achetés par la Société;

(d) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des investissements occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droits);

(e) tous les intérêts échus produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf toutefois si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;

(f) tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de certains avoirs sera déterminée de la façon suivante:

(a) La valeur de toutes les espèces en caisse ou en dépôt, les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles, les charges prépayées, les dividendes en espèces et les intérêts déclarés ou augmentés comme il a été décrit ci-dessus et pas encore reçus sera égale à leur montant intégral, sauf le cas où le même ne peut pas être payé ou reçu en intégral, alors sa valeur est égale, après avoir fait cette remise que la Société considère appropriée, à sa valeur réelle.

(b) La valeur des Actions qui sont cotées ou vendues en bourse est basée sur le dernier prix disponible avant midi du Jour d'Evaluation concerné.

(c) La valeur des Actions vendues sur un marché réglementé est basée sur le dernier prix disponible avant midi du Jour d'Evaluation concerné.

(d) Pour le cas où, au Jour d'Evaluation concerné, aucune des Actions tenues dans le portefeuille de la Société n'est cotée ou vendue sur une bourse ou un marché réglementé ou bien si, sauf les Actions cotées ou vendues sur une bourse ou vendue dans un marché réglementé, le prix déterminé suivant les sous-paragraphe 2. ou 3. ne représentent pas la valeur juste du marché des Actions concernées, la valeur de telles actions sera déterminée sur base des prix de vente raisonnablement prévisibles, déterminés prudemment et de bonne foi.

B. Les engagements de la Société sont censés comprendre:

(a) tous les emprunts, effets et comptes échus

(b) tous les frais d'administration, échus ou redus (y compris mais non limité à la rémunération des conseils en investissement ou gestionnaires, des dépositaires et des agents de la Société),

(c) toutes les obligations connues échues ou non échues, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces soit en biens, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés lorsque le Jour d'Evaluation coïncide avec, ou est postérieur à la date à laquelle se fera la détermination des personnes qui y ont, ou auront droit;

(d) d'une réserve appropriée pour impôts sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'au Jour d'Evaluation et fixée par le Conseil et d'autres réserves autorisées ou approuvées par le Conseil;

(e) toutes autres obligations de la Société de quelque nature que ce soit à l'exception des engagements représentés par les Actions de la Société.

Pour l'évaluation du montant de ces engagements la Société prendra en considération toutes les dépenses payables par elle, ce qui comprend les frais de constitution, les frais et dépenses payables à ses conseillers en investissement ou gestionnaires, les frais et dépenses payables à ses agents administratifs, son dépositaire et les correspondants de celui-ci, domiciliaires, enregistreur ou agent de transfert, agent payeur et représentants permanents aux lieux d'enregistrement, tout autre agent employé par la Société les frais et dépenses encourues par la Société en rapport avec la cotation de ses Actions à une bourse ou sur un marché réglementé, les frais pour les services juridiques ou de révision, les dépenses de publicité, d'imprimerie, de traduction, de présentation de rapports et de publications y compris le coût de publicité et de préparation et impression des documents de vente ou déclarations d'enregistrement ou rapports intérimaires et annuels, les impôts ou charges gouvernementales, et toutes autres dépenses opérationnelles y compris les coûts d'achat et de vente des avoirs, intérêts, coûts de conversion de devises, frais bancaires et de courtage, frais postaux, de téléphone et télex. La Société pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période en répartissant le montant au prorata des fractions de cette période.

C. Les administrateurs établiront pour chaque catégorie d'Actions une masse d'avoirs de la manière suivante:

(a) les produits résultant de l'émission des Actions de chaque catégorie d'Actions seront attribués, dans les livres de la Société, à la masse des avoirs établie pour cette catégorie d'Actions, et selon le cas, le montant augmentera la partie des actifs nets d'une telle masse d'avoirs attribuable à la catégorie d'actions qui sera émise, et les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à cette catégorie d'Actions seront attribués à cette masse d'avoirs conformément aux dispositions du présent article;

(b) si un avoir est dérivé d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, à la même masse à laquelle appartient l'avoir dont il a été dérivé et à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée à la masse à laquelle cet avoir appartient;

(c) lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'une masse déterminée ou en relation avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'une masse déterminée, cet engagement sera attribué à la masse en question et à l'intérieur d'une telle masse à la catégorie d'actions concernée, lorsqu'un engagement constitue un engagement lié spécifiquement à une certaine catégorie ou si les avoirs, en rapport avec laquelle l'action a été prise, constitue un avoir spécifique d'une catégorie;

(d) au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à une masse déterminée, cet avoir ou engagement sera attribué proportionnellement aux valeurs nettes des différentes catégories d'Actions de la catégorie d'actions concernée, sous condition que les engagements, peu importe la masse à laquelle ils sont attribués, engageront la Société entière, sauf convention contraire avec les créanciers;

(e) lorsque des dépenses relatives à une certaine catégorie sans payer et/ou lorsque des dividendes plus élevés sont distribués à des actions d'une certaine catégorie, la valeur d'actif net de la catégorie d'actions concernée sera réduite par ses dépenses et/ou par tout surplus de dividendes payé aux détenteurs d'actions d'une catégorie sur ce qui a été payé aux détenteurs d'une autre catégorie ou catégories (ainsi diminuant le pourcentage de la valeur d'actif net total de la Société ou de la masse, selon le cas, attribuable à une telle catégorie d'actions) et la valeur d'actif net attribuable aux autres catégories d'actions restera la même (ainsi diminuant le pourcentage de la valeur d'actif net total de la Société ou de la masse, selon le cas, attribuable à telle autre catégorie ou catégories d'actions);

(f) lorsque des avoirs spécifiques à une catégorie sont détenus, le coût de ce dernier sera traité comme une dépense spécifique de cette catégorie au moment lorsque ces avoirs spécifiques d'une catégorie sont acquis et la valeur de ces avoirs spécifiques à une catégorie seront attribués seulement à la catégorie d'actions concernée et lorsque des avoirs spécifiques d'une catégorie cessent d'être attribuables à une seule classe seulement, et/ou lorsque le revenu ou avoir dérivé de ces derniers seront attribués à différentes catégories d'actions émises en rapport avec la même masse, les actions de la catégorie d'actions concernée dans la masse augmentera proportionnellement à une telle contribution; et

(g) lorsque des actions sont émises ou rachetées les actions dans la masse concernée attribuables à la catégorie d'actions correspondante augmentera ou diminuera par le montant reçu ou payé, selon le cas, par la Société, pour l'émission ou le rachat.

Art. 22. Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action auquel pareilles actions seront offertes et émises sera égal au total de (a) la Valeur d'Actif Net de la catégorie d'actions concernée, telle que définie dans les présents statuts, comme spécifié dans les documents de vente pour ces actions, (b) une commission (s'il y en a) au taux déterminé par le Conseil en faveur de la Société et (c) de telles commissions de vente (s'il y en a) qui pourront être prévues dans les documents de vente. Toute rémunération à des agents intervenant dans le placement des actions sera payée par cette commission de vente. Si après midi de la Date d'Evaluation il y a eu un changement matériel dans les cotes sur les marchés ou une partie substantielle des investissements de la Société attribuable à une classe particulière d'Actions sont vendus ou cotés, la Société peut pour garder les intérêts des actionnaires et de la Société, annuler cette évaluation et effectuer une autre évaluation, à condition que toutes les émissions, rachats et changements à cette Date d'Evaluation seront effectués conformément à cette dernière évaluation. Les souscriptions ne seront prises en considération qu'après réception des fonds.

Art. 23. L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} octobre et se terminera le 30 septembre de l'année prochaine avec l'exception que le premier exercice social commence le jour de la formation et se terminera le 30 septembre 2000. Les avoirs de la Société seront exprimés en GBP. S'il y a des catégories différentes d'Actions tel que prévu à l'article 5 ci-dessus, et si les monnaies de référence de ces catégories sont exprimées en devises différentes, ces montants seront alors convertis en GBP et additionnés pour permettre la détermination du capital de la Société.

Art. 24. Dans les limites légales, l'assemblée générale des actionnaires de chaque catégorie qui sont relatifs à une masse spécifique d'avoirs et engagements à l'intérieur de la Société, sur proposition du Conseil au regard de cette catégorie d'Actions, déterminera comment les résultats annuels seront affectés. Les dividendes, le cas échéant, seront déclarés sur le nombre des Actions de la catégorie concernée émises au jour de l'enregistrement du dividende, cette date étant déterminée par le Conseil dans le cas d'une avance sur dividendes, ou par l'assemblée générale des actionnaires de la Société dans le cas d'un dividende final, et seront payés au détenteur de ces Actions dans les deux mois de cette déclaration. Les dividendes s'ils sont déclarés peuvent prendre la forme d'un paiement en espèce ou bien la forme de dividendes en nature par émission d'Actions et peuvent comprendre des montants qui représentent des revenus ou autres tels que permis par la loi.

Conformément aux conditions déterminées par la loi, le Conseil peut payer une avance sur dividendes sur les Actions d'une catégorie d'Actions. Si le Conseil décide de faire une avance en paiement ou sur dividende des Actions de chaque catégorie d'Actions, le Conseil déterminera le montant et la date de paiement de ces avances sur dividendes pour chaque catégorie d'Actions.

Lors de la création d'une catégorie d'Actions, le Conseil peut décider que toutes les Actions de cette catégorie seront des Actions de capitalisation et que, en conséquence, aucun dividende ne sera distribué pour les Actions de cette catégorie. Le Conseil peut également décider qu'il sera émis, à l'intérieur d'une même catégorie d'Actions, deux sous-catégories où une sous-catégorie est représentée par des Actions de capitalisation et la deuxième sous-catégorie est représentée par des Actions de distribution. Aucun dividende ne sera déclaré pour les Actions de capitalisation émises tel que prédécrit.

Art. 25. En cas de dissolution de la Société il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, qui pourront être des personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires décidant de cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Les liquidateurs pourront, avec l'accord des actionnaires exprimé de la façon prévue par les articles 67 et 142 de la Loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, transférer tous avoirs et le passif de la Société à tout autre organisme de placement collectif luxembourgeois ou étranger, contre remise aux actionnaires existants, proportionnellement à leur nombre d'Actions de la Société, de titres ou de certificats de cette entité.

Le produit net de liquidation correspondant à chaque catégorie d'Actions sera distribué par les liquidateurs aux détenteurs d'Actions de chaque catégorie en proportion des Actions détenues dans cette catégorie.

Toutes sommes auxquelles les actionnaires auront droit à la suite de la liquidation de la Société et qui n'auront pas été réclamées par ceux auxquels elles reviennent avant la clôture des opérations de liquidation, seront déposées en faveur des personnes y ayant droit auprès de la Caisse des Consignations à Luxembourg.

Le Conseil de la Société peut décider de liquider une catégorie d'Actions si les avoirs nets de cette catégorie tombent en-dessous de 2.500.000 GBP ou si un changement dans la situation économique ou politique en relation avec la catégorie concernée justifie une telle situation, sous réserve de faire des provisions appropriées pour satisfaire aux charges de liquidation attendues. La décision de liquidation sera publiée par la Société avant la date effective de liquidation et la publication indiquera les raisons et les procédures des opérations de liquidation. Sauf si le Conseil le décide autrement dans l'intérêt des actionnaires ou pour garder un traitement égal entre les actionnaires, les actionnaires des catégories concernées peuvent continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions. Les avoirs qui n'ont pas pu être distribués à leur bénéficiaire à la clôture de la liquidation de la catégorie concernée seront déposés auprès du dépositaire pour une période de six mois après la clôture de liquidation. Après cette période, les avoirs seront déposés auprès de la Caisse des Consignations pour leurs bénéficiaires.

Dans les mêmes circonstances décrites dans le paragraphe précédent, le Conseil peut décider de clôturer une catégorie d'actions par la contribution dans une autre catégorie. En plus, cette fusion sera décidée par le Conseil si cela est demandé dans les intérêts des actionnaires des catégories concernées. Une telle décision sera publiée de la même manière qu'il a été décrit dans le paragraphe ci-dessus et en plus la publication contiendra une information concernant la nouvelle catégorie. Une telle publication sera faite un mois avant la date à laquelle la fusion sera effective pour permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions, sans charges, avant que l'opération impliquant la contribution dans une autre catégorie devienne effective.

Le conseil peut aussi, dans les mêmes circonstances décrites ci-avant, décider de clôturer une catégorie d'actions par contribution dans un autre organisme de placement collectif soumis à la Partie I de la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988. En plus, une telle fusion peut être décidée par le conseil s'il est dans l'intérêt des actionnaires de la catégorie concernée. Une telle décision sera publiée de la même manière comme il a été décrit ci-avant et en plus la publication contiendra une information en relation avec les autres organismes de placement collectif. Une telle publication sera faite un mois avant la date à laquelle la fusion deviendra effective pour permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions, sans charge, avant que l'opération impliquant la contribution dans un autre organisme de placement collectif devient effectif. L'arrangement sur la fusion nécessite un rapport du réviseur de la même manière comme il a été exigé par la loi luxembourgeoise concernant la fusion des sociétés commerciales. En cas de contribution dans un autre organisme de placement collectif sous forme de fonds mutuel, la fusion ne lie que les actionnaires de la catégorie concernée qui se sont expressément mis d'accord sur la fusion.

Dans le cas où le conseil détermine que les intérêts des actionnaires de la catégorie concernée l'exigent ou qu'un changement de la situation économique ou politique en relation avec la catégorie concernée a eu lieu, une réorganisation d'une catégorie d'actions par la division en deux ou plusieurs catégories peut être décidée par le conseil. Une telle décision sera publiée de la même manière comme il a été décrit ci-avant et en plus la publication contiendra une information concernant les deux ou plusieurs nouvelles catégories. Une telle publication sera faite un mois avant la date à laquelle la réorganisation devient effective pour permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions, sans charges, avant que l'opération permettant la division en une ou deux catégories devient effective.

Les documents de vente émis par la Société peuvent prévoir que les décisions de liquider, de fusionner ou de réorganiser une catégorie d'actions dans les circonstances et dans la manière décrite dans les quatre paragraphes précédents peuvent être prises lors d'une réunion d'actionnaires de la classe à liquider, fusionner ou réorganiser, où aucun quorum n'est exigé et où la décision de liquider, fusionner ou réorganiser doit être approuvée par les actionnaires tenant au moins 50 % des Actions représentées à la réunion.

Art. 26. Ces statuts pourront être modifiés par décision des actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire, aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi.

Toute modification des droits des détenteurs d'Actions d'une catégorie vis-à-vis de ceux d'une autre catégorie d'Actions sera aussi soumise aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles mentionnées ci-dessus.

Art. 27. Toutes matières non prévues par les présents statuts seront régies par les dispositions de la Loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par les dispositions de la loi luxembourgeoise du 19 juillet 1991 sur les organismes de placement collectif; dont les actions ne sont pas prévues à être offertes au public.

Souscription et libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions	Paiement
1) CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.	1.199	29.975 GBP
2) CMI INSURANCE (LUXEMBOURG) S.A.	1	25 GBP
Total:	1.200	30.000 GBP

Les actions ont été libérées à cent pour cent, par paiement en cash et la preuve du paiement a été donnée au notaire soussigné.

Evaluation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société à la suite de sa constitution sont estimés à environ deux cent cinquante mille francs luxembourgeois.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été observées.

Assemblée générale des actionnaires

Les personnes ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes sont nommées administrateurs pour la période qui prend fin à la prochaine assemblée générale:

- M. N.R. Gardner, Corporate Operations Director, CMI INSURANCE COMPANY LIMITED, British Isles
- B. MacDonald, Director, Venture Capital, CLERICAL MEDICAL INVESTMENT GROUP LIMITED, United Kingdom
- P. Meyers, Doctor at Law, Luxembourg
- M.S. Robinson, Chief Executive, CMI FINANCIAL SERVICES LIMITED, United Kingdom
- K.U. Sanne, Luxembourg
- D.M. Schuster, Director, CMI FINANCIAL MANAGEMENT SERVICES LIMITED, British Isles
- J. Elvinger, Partner, ELVINGER, HOSS & PRUSSEN, Luxembourg
- S. Friend, Director, CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Luxembourg

Deuxième résolution

Est nommée réviseur d'entreprises:

KPMG Audit, 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Troisième résolution

Le siège social de la Société est fixé à 166, route d'Arlon, L-8010 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé le présent acte avec nous notaire.

Signé: S. Mc Auliffe, J.-J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 1999, vol. 843, fol. 71, case 9. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en remplacement de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem.

Esch-sur-Alzette, le 24 août 1999.

F. Kessler.

(40134/239/1049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1999.

LAD 20-C, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 60.780.

DISSOLUTION

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the first of July.

Before the undersigned André Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Christophe Gammal, economist, residing in Luxembourg, acting in the name and on behalf of the company LAD 20 LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l. (hereafter LAD 20 HOLDINGS), a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 4, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg, registered at the Trade and companies Registry of Luxembourg under the number B 60.779,

by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on 30 June, 1999.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that LAD 20-C, S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 4, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg (hereafter the «Company»), has been incorporated pursuant to a deed of notary Jean-Joseph Schwachtgen, residing in Luxembourg, on September 4, 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 696 of December 11, 1997, registered at the Trade and companies Registry of Luxembourg under the number B 60.780;

- that the capital of the Company is set at one million five hundred thousand French francs (1,500,000.- FRF) divided into one thousand five hundred (1,500) common shares with a par value of one thousand French francs (1,000.- FRF) each;

- that LaD 20 HOLDINGS is the sole shareholder of the Company and has decided to dissolve the Company with immediate effect;

- that LaD 20 HOLDINGS, in its capacity of liquidator of the Company declares that all the Company's liabilities have been settled, it being understood that all outstanding payments have been transferred to LaD 20 HOLDINGS;

- that LaD 20 HOLDINGS, in its capacity of sole owner of the shares of the Company, declares that it has received all assets of the Company and that it shall assume all the liabilities of the Company even if hidden and unknown at the present time;

- that the Company be and hereby is liquidated;

- that full discharge is granted to the managers of the Company for the exercise of their mandate;

- that the books, documents and records of the Company shall be kept during a period of five years at L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le premier juillet.

Par-devant le soussigné André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Christophe Gammal, économiste, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société LaD 20 LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l., (ci-après LaD 20 Holdings), société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social au 4 boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60. 779, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 30 juin 1999.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être soumise aux formalités de l'enregistrement et du timbre. Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que LaD 20-C, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social au 4, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg (ci-après la «Société»), a été constituée suivant acte du notaire Jean-Joseph Schwachtgen, de résidence à Luxembourg, le 4 septembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 696 du 11 décembre 1997, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60.780;

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à un million cinq cent mille francs français (1.500.000,- FRF) représenté par mille cinq cents (1.500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs français (1.000,- FRF) chacune;

- que LaD 20 HOLDINGS, étant seule associée de la Société, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat, celle-ci ayant cessé toute activité;

- que LaD 20 HOLDING, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que tout le passif de la Société est réglé, étant entendu que tous les paiements en suspens ont été transférés à LaD 20 HOLDINGS;

- que LaD 20 HOLDING, en sa qualité d'associée unique, déclare avoir transféré tous les actifs de la Société à son profit et assumer le paiement de tout le passif de la Société même inconnu à présent de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée;

- que décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exercice de leurs mandats;

- que les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq années à L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Gammal, A. Schwachtgen

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 1999, vol. 118S, fol. 15, case 8. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 1999.

A. Schwachtgen.

(33191/230/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

LAD 20-D, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 60.781.

DISSOLUTION

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the first of July.

Before the undersigned André Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Christophe Gammal, economist, residing in Luxembourg, acting in the name and on behalf of the company LaD 20 LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l. (hereafter LaD 20 HOLDINGS), a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 4, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg, registered at the Trade and Companies Registry of Luxembourg under the number B 60.779,

by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on 30 June, 1999.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that LaD 20-D, S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 4, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg (hereafter the «Company»), has been incorporated pursuant to a deed of notary Jean-Joseph Schwachtgen, residing in Luxembourg, on September 4, 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 696 of December 11, 1997, registered at the Trade and Companies Registry of Luxembourg under the number B 60.781

- that the capital of the Company is set at one million five hundred thousand French francs (1,500,000.- FRF) divided into one thousand five hundred (1,500) common shares with a par value of one thousand French francs (1,000.- FRF) each;

- that LaD 20 HOLDINGS is the sole shareholder of the Company and has decided to dissolve the Company with immediate effect;

- that LaD 20 HOLDINGS, in its capacity of liquidator of the Company declares that all the Company's liabilities have been settled, it being understood that all outstanding payments have been transferred to LaD 20 HOLDINGS;
 - that LaD 20 HOLDINGS, in its capacity of sole owner of the shares of the Company, declares that it has received all assets of the Company and that it shall assume all the liabilities of the Company even if hidden and unknown at the present time;

- that the Company be and hereby is liquidated;
 - that full discharge is granted to the managers of the Company for the exercise of their mandate;
 - that the books, documents and records of the Company shall be kept during a period of five years at L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.
 The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le premier juillet.

Par-devant le soussigné André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Christophe Gammal, économiste, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société LaD 20 LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l., (ci-après LaD 20 HOLDINGS), société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social au 4 boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60.779, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 30 juin 1999.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être soumise aux formalités de l'enregistrement et du timbre.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que LaD 20-D, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social au 4, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg (ci-après la «Société»), a été constituée suivant acte du notaire Jean-Joseph Schwachtgen, de résidence à Luxembourg, le 4 septembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 696 du 11 décembre 1997, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60.781;

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à un million cinq cent mille francs français (1.500.000,- FRF) représenté par mille cinq cents (1.500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs français (1.000,- FRF) chacune;

- que LaD 20 HOLDINGS, étant seule associée de la Société, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat, celle-ci ayant cessé toute activité

- que LaD 20 HOLDING, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que tout le passif de la Société est réglé, étant entendu que tous les paiements en suspens ont été transférés à LaD 20 HOLDINGS;

- que LaD 20 HOLDING, en sa qualité d'associée unique, déclare avoir transféré tous les actifs de la Société à son profit et assumer le paiement de tout le passif de la Société même inconnu à présent de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée;

- que décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exercice de leurs mandats;

- que les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq années à L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Gammal, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 1999, vol. 118S, fol. 15, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 1999.

A. Schwachtgen.

(33192/230/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

RODE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 65.131.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 1999, vol. 517, fol. 84, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
 RODE S.A.
 Signature

(33258/005/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 1999.

REAL INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Messieurs les obligataires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE

des obligataires qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 5, boulevard Royal, le 29 septembre 1999 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Remboursement anticipé de l'emprunt obligataire LUF 650.000.000,- 1994/2004
2. Divers

I (03943/312/10)

Le Conseil d'Administration.

BRUTIN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 55.497.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 octobre 1999 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1998
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

I (03821/534/16)

Le Conseil d'Administration.

WOLFF INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 30.804.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social en date du mardi 12 octobre 1999 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan et comptes de profits et pertes au 31 mai 1999.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre quant à l'article 100 de la loi sur les sociétés.
5. Divers.

I (03866/783/16)

Le Conseil d'Administration.

SUPERGEMS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 50.401.

The shareholders are convened hereby to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

of the company which will be held at the head office, on 8 October 1999 at 11.30 a.m.

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.
2. Approval of the balance-sheet and profit and loss statement as at 31 December 1998 and allotment of results.
3. Discharge of the Directors and of the Statutory Auditor in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ended on 31 December 1998.
4. Statutory Elections.
5. Miscellaneous.

I (03899/005/17)

The Board of Directors.

SUPERGEMS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 50.400.

The shareholders are convened hereby to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

of the company which will be held at the head office, on 8 October 1999 at 1.30 p.m.

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.
2. Approval of the balance-sheet and profit and loss statement as at 31 December 1998 and allotment of results.
3. Despite a loss of more than 75% of the capital of the company the shareholders have voted the continuation of the company.
4. Discharge of the Directors and of the Statutory Auditor in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ended on 31 December 1998.
5. Miscellaneous.

I (03900/005/17)

The Board of Directors.

MELODY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 58.376.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 8 octobre 1999 à 14.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1998
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers.

I (03901/000/17)

Le Conseil d'Administration.

COBELPIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 41.075.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 11 octobre 1999 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Transfert du siège social.
5. Divers.

I (03906/595/16)

Le Conseil d'Administration.

**THE SPANISH SMALLER COMPANIES FUND, Société d'Investissement à Capital Fixe
(in liquidation).**

Registered office: Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 37.700.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of THE SPANISH SMALLER COMPANIES FUND (the «Fund») will be held on October 8, 1999 at 2.00 p.m. (Luxembourg time) at the registered office 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg with the following agenda:

Agenda:

1. To hear the report of the auditor to the liquidation of the Fund.
2. To approve the report of the liquidator and of the auditor to the liquidation.
3. To grant discharge to the liquidator and to the auditor to the liquidation.
4. To approve the final accounts of the Fund and to grant discharge to the directors for the period until the liquidation of the Fund.
5. To resolve on the close of the liquidation.
6. To resolve to keep the records and books of the Fund for a period of five years at the offices of BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A., 33, boulevard du Prince Henri, L-2014 Luxembourg.
7. To note that proceeds which could not be distributed to the persons entitled thereto at the close of the liquidation will be deposited with the Caisse des Consignations.

There is no quorum required for this meeting and the resolutions will be passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. Proxy forms are available upon request at the registered office of the Fund. To be valid proxies should be received by the Fund at its registered office by 4.00 p.m. on the business date preceding the date of the meeting.

Luxembourg, September 15, 1999.

I (03919/803/31)

The Liquidator.

NORTEX INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 40.376.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *1^{er} octobre 1999* à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 1998 et 1999
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nomination d'un Administrateur supplémentaire
6. Divers

II (03641/795/17)

Le Conseil d'Administration.

MEBRO CORPORATION S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 28.800.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *1^{er} octobre 1999* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

II (03642/795/16)

Le Conseil d'Administration.

PARTAPAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 47.519.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *1^{er} octobre 1999* à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 avril 1999
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nominations statutaires
6. Divers

II (03643/795/17)

*Le Conseil d'Administration.***NFM TRADING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8077 Bertrange, 200, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 47.909.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra le *vendredi, 1^{er} octobre 1999* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du réviseur d'entreprises;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 1998;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue;
5. Nominations statutaires;
6. Désignation d'un réviseur d'entreprises externe conformément à l'article 256 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
7. Divers.

II (03737/528/19)

*Le Conseil d'Administration.***BEAUSOLEIL FINANCIERE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 51.510.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le *1^{er} octobre 1999* à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels au 31 mai 1999.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Conversion du capital social en Euros.
7. Divers.

II (03774/029/20)

*Le Conseil d'Administration.***HARMONY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 11-13, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 61.871.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le vendredi 3 septembre 1999 n'a pu valablement délibérer faute de quorum, et il y a lieu de convoquer une deuxième Assemblée Générale Extraordinaire.

A cet effet, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIREqui se tiendra au siège social de la société, le *vendredi 8 octobre 1999*, à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

Modification de la dénomination de la sicav en SG PRIVINVEST HARMONY FUND et modification consécutive de l'article 1^{er} des statuts.

MODALITES D'ADMISSION A L'ASSEMBLEE

L'Assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée et les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires des compartiments Défensifs, Equilibrés et Dynamiques, seront admis à l'Assemblée, sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître à la société à son siège (11-13, avenue Emile Reuter/L 2420 Luxembourg - TITR/BOC - administration HARMONY FUND), le 6 octobre 1999 au plus tard, leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Les détenteurs d'actions en comptes devront, en outre, pouvoir produire au bureau de l'Assemblée une attestation de blocage de leurs titres en les caisses d'un intermédiaire agréé ou de SOCIETE GENERALE BANK & TRUST S.A/LUXEMBOURG.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'Assemblée pourront s'y faire représenter par toute personne de leur choix; à cet effet, des formules de procuration sont disponibles au siège de la société.

Pour être prises en considération, les procurations, dûment complétées et signées, devront être parvenues au siège de la société, avant le 6 octobre 1999 au soir.

II (03812/045/29)

Le Conseil d'Administration.

ZUKUNFT A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 52.581.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 5 octobre 1999 à 10.00 heures au siège social de la société et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation des bilan et compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1998
- affectation des résultats
- quitus à donner aux administrateurs et commissaire aux comptes
- nominations statutaires
- divers

II (03816/019/17)

Le Conseil d'Administration.

**SANTANDER INTERNATIONAL FUND, SICAV,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 40.172.

Notice is hereby given to the shareholders that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of SANTANDER INTERNATIONAL FUND, SICAV will be held at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on October 1st 1999 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. To amend Art. 27 of the Articles of Incorporation, first sentence, so as to be read as follows:
«The Company shall enter into an Investment Management Agreement with SANTANDER MANAGEMENT INC. whereunder such Company will act as an Investment Manager to manage the Company's portfolio»
2. Miscellaneous

A quorum of presence of one half of the capital of the Company and a majority of two thirds of the shares present or represented are required to adopt the resolutions based on the above agenda.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

II (03849/584/22)

The Board of Directors.

NAF, NORTH ATLANTIC FINANCE S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 9, rue Michel Rodange.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 30 septembre 1999 à partir de 14.00 heures au siège de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
- 2) Présentation et approbation des bilan et compte des pertes et profits au 31 décembre 1998;
- 3) Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
- 4) Divers.

II (03860/000/14)

Le conseil d'administration.

HENDERSON HORIZON FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 22.847.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of HENDERSON HORIZON FUND will be held at the registered office, 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg on *30 September 1999* at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor.
2. Approval of the Statement of Nets Asset and Statement of Operations of the year ended 30 June 1999.
3. Distribution of dividends.
4. Discharge of the Directors.
5. Election of the Directors.
6. Election of the Independent Auditor.
7. Any other business.

Resolutions of the shareholders will be passed by a simple majority of those present and voting, and each share is entitled to one vote.

If you are unable to attend the meeting in person, a proxy form giving authorization to another named individual, can be obtained from the principal office.

Luxembourg, 14th September 1999.

II (03876/000/22)

For and on behalf of the Board of Directors.
